

**BUREAUX : LILLE RETROUVE SES PLUS HAUTS HISTORIQUES** P.24

Février 2022

# ÉCO121 (#117)

LE MENSUEL DES DÉCIDEURS DES HAUTS-DE-FRANCE

www.eco121.fr

## EXOTEC DEVIENT LICORNE ET S'ENVOLE

Au terme d'une levée internationale qui la valorise à 2 milliards de dollars, la pépite de la robotique logistique, fondée par le duo Romain Moulin et Renaud Heitz, passe la surmultipliée. Au programme, l'embauche de 500 ingénieurs et un coup d'accélérateur aux Etats-Unis. Focus sur une trajectoire météorique. P.28



**28 ANS POUR DÉCARBONER LES HAUTS-DE-FRANCE**  
OBJECTIF 2050 POUR LA NEUTRALITÉ CARBONE. NOS INDUSTRIELS FOURBISSENT LEURS ARMES. P.12





de 150k€  
à 1M€  
montant  
d'investissement

2000  
entreprises  
financées

130  
entreprises  
en portefeuille

# finorpa

**PARTENAIRE FINANCIER DES ENTREPRISES  
DES HAUTS DE FRANCE**

**Finorpa, un investisseur actif et engagé auprès des entrepreneurs**

Nous accompagnons le développement des entreprises régionales avec des interventions en fonds propres et quasi fonds propres quelle que soit la maturité de votre projet :

**capital risque, développement, transmission.**

**Nos derniers investissements**

CORRI SERVAIS



MES VOISINS  
PRODUCTEURS

MINDBAZ



podcast  
story



4-11

## Tendances

- Eurasanté, l'année de tous les records
- Gauet veut créer le Netflix du podcast à Plaine Images

12-20

## Grand Angle

- 28 ans pour décarboner les Hauts-de-France
- Le biométhane, des ambitions fortes mais contrariées
- Rafael Ponce : « faire du Dunkerquois un hub de la décarbonation »

22-36

## Territoires

- Bureaux : malgré la crise sanitaire, Lille retrouve ses plus hauts historiques
- Exotec devient licorne et s'envole
- Access Coiffure continue de pousser en plein Covid

38-43

## Entreprendre

- Dans les coulisses de la Commonwealth War Graves Commission
- Pierre Seznec reprend 123 Roulement avec des ambitions européennes
- Fungfeed place l'insecte au cœur de la gamelle

46-48

## Détente

- 3 questions à Cynthia Caron fondatrice du lieu concept Artchives
- Gastronomie : belle balade gourmande au Braque

Photo de Une : ©Exotec

Cette publication contient pour certains destinataires un document d'une page pour Bignon Lebray / un document d'une page pour QuinteSens

## Fin du mois et fin du monde

Après les gilets jaunes, les entreprises ? En novembre 2018, la hausse soudaine des carburants, via la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques, entraîne un puissant ressac de la France périphérique, pour reprendre la formule du géographe Christophe Guilluy. Les deux injonctions contradictoires de la fin du mois (remplir son réservoir et son frigo) et de la fin du monde (décarboner) avaient alors bien du mal à converger. On se souvient des désordres majeurs qui en ont résulté pendant des mois, transformant Paris en un indescriptible chaos tous les samedis. Il aura fallu un grand débat, et beaucoup de lest lâché par le gouvernement pour sortir de cette crise la plus grave depuis mai 68.

## Un surcoût de 3 Louvre-Lens

C'est un étai similaire qui place aujourd'hui nombre d'entreprises dans une équation économique impossible. Bien qu'engagées dans un processus lourd de transformation dans la durée pour se décarboner (l'objet de notre dossier du mois), elles sont rattrapées par une envolée aussi brutale qu'historique des prix de l'énergie, du fait d'un modèle de définition des prix fondé sur



Photo © Laurent Scavone

l'énergie la plus chère utilisée dans la dernière heure. De quoi mettre à mal leur pérennité même, reconnaît le ministère de l'industrie qui manifestait les plus vives inquiétudes en début d'année pour les « électro-intensifs » dont, dans notre région, les Ascoval, Nyrstar ou encore Aluminium Dunkerque, premier consommateur industriel français d'électricité. Sa facture aurait dû croître de 300 M€ sur 2022 sans intervention de l'Etat. 300 M€, c'est la construction de trois musées Louvre-Lens ! Selon le ministère, derrière les électro-intensifs, ce sont des filières industrielles françaises qui risquaient elles aussi le

pire, si les fournitures des premiers devaient s'interrompre.

Il fallait donc clairement agir pour éviter l'effet domino pour les particuliers comme les entreprises. Reste que c'est sur EDF que l'Etat fait peser la moitié des 16 milliards que coûte cette modération des prix. Or l'opérateur historique doit investir massivement pour adapter son parc de production (notamment nucléaire) aux nouvelles exigences de décarbonation. Comment investir si ses moyens sont si lourdement obérés ? La question est manifestement renvoyée après le mois d'avril. Une patate chaude, voire en fusion, pour le prochain locataire de l'Elysée qui trouvera ce dossier tout en haut de la pile et qui ne pourra pas s'asseoir dessus.

**OLIVIER DUCUING**  
Directeur de la rédaction

## À propos d'Eco121

Notre magazine est édité par la société Ecopresse. Celle-ci est détenue par trois collègues d'actionnaires représentatifs de l'économie des Hauts-de-France. Le principal pool, de 56%, est constitué de 35 chefs d'entreprises. Le deuxième collègue, financier, rassemble Finorpa, Nord Création et le CEHDF qui contrôlent 33% des parts. Le dernier bloc est détenu par la Voix du Nord (11%) au titre du collègue professionnel. L'indépendance éditoriale du journal est garantie par une charte signée par la totalité des actionnaires. Multicanal, Eco121 est également présent sur le web ([www.eco121.fr](http://www.eco121.fr)) où il diffuse un flux régulier d'actus, sur LinkedIn et sur twitter (@eco121).

## Éco121

est édité par Ecopresse, SAS au capital de 162 K€  
Siret 528 819 485 00038  
Siège social :  
Ecopresse - Parc Riveo  
300 rue de Lille -  
59520 Marquette-lez-Lille  
Tél. : 03 55 33 21 05  
redaction@eco121.fr  
www.eco121.fr

**Directeur de la publication**  
Olivier Verley  
**Directeur de la rédaction**  
Olivier Ducuing  
**Journalistes**  
Julie Kiavué  
Guillaume Roussange

**Ont participé à ce numéro**  
Anne Henry-Castelbou  
Didier Nicolas

**Publicité**  
La Voix Médias  
Tél. : 03 20 78 42 34  
contact@lavoixmedias.com  
**Secrétariat général**  
Krisztina Bonieux  
Tél. : 03 55 33 21 05  
**Directeur artistique**  
Grégory Leduc  
**Imprimeur**  
La Presse Flamande,  
rue du milieu  
59190 Hazebrouck  
**ISSN : 2109-3792**  
**Dépôt légal** : à parution



# -14%

C'est la chute du nombre d'exploitations agricoles dans la région entre 2010 et 2020, soit 3800 fermes en moins. La superficie a augmenté dans le même temps, atteignant 91 ha en moyenne (recensement agricole).



## VOTRE TOP 5

Les actus les plus lues sur notre site [eco121.fr](http://eco121.fr)

- [1] Rentrée du tribunal de commerce Lille Métropole
- [2] Secom acquiert Bel Air Media et Kuiv Productions
- [3] Liquidée, la Révolution Champignon prend fin
- [4] Furet du Nord devient Nosoli
- [5] Philippe Favre, nouveau directeur général de Pimkie

## Fonds agri-agro

Après le lancement de Captech Santé Nutrition l'an dernier, 2022 devrait « très probablement » voir arriver un autre fonds spécialisé. Ce nouveau véhicule sera dédié au financement de projets régionaux innovants en agriculture et agroalimentaire. « *Nous sommes en train d'examiner les modalités de partenariats* », indique le patron d'Eurasanté Etienne Vervaecke. Il ambitionne de réunir à terme entre 30 et 40 M€, dont 15 à 20 M€ au premier closing. « *Rendez-vous fin 2022 pour l'annonce des premiers investissements !* »

## Stratexio s'ancre en région

Le réseau Stratexio se déploie en région. Après un premier club French Fab ouvert l'an dernier, un second club dévolu cette fois aux start up devrait se mettre en place rapidement. Stratexio est un réseau impulsé par des organisations patronales et consulaires, des fédérations patronales et des partenaires privés.

# 33 500

C'est le nombre de chômeurs en moins en un an dans la région, selon la dernière publication de Pôle Emploi, soit un recul de 11,4%. Sur le seul dernier trimestre 2021, ce chiffre a régressé de 6,8%. Le meilleur élève de la région est le Pas-de-Calais, dont le nombre de demandeurs d'emploi aura reculé de 13%, l'Aisne réalisant le moins bon score, en baisse toutefois de 8,8%. A noter que la décreue est la plus forte chez les hommes de 25 à 49 ans (-14,4%), près du double du rythme des femmes de plus de 50 ans (-7,5%).



## Université du Réseau des Référents Handicap

### Construire durablement l'entreprise inclusive

#URRH2022

association  
des  
professionnels  
de  
l'emploi  
handicapé

[agefiph-universite-rrh.fr](http://agefiph-universite-rrh.fr)



**lille  
art  
up!**

**Foire d'Art  
Contemporain**

**10 > 13 MARS 2022**

**LILLE GRAND PALAIS**

UN ÉVÈNEMENT

PARTENAIRES OFFICIELS



Crédit du Nord



BARNES



RELEVÉ EN LIGNE

[lilleartup.com](http://lilleartup.com)



Top

## EURASANTÉ : 2021, L'ANNÉE DE TOUS LES RECORDS

La filière santé régionale poursuit sa belle trajectoire avec une année 2021 riche en records.

En investissement industriel, en bilan immobilier et en développement d'entreprises. En effet, côté investissement, pas moins d'1,5 Md€ (43 projets) sont planifiés en région, notamment dans le cadre de France Relance. On retrouve par exemple Diagast et sa relocalisation de dispositifs médicaux, ou encore l'implantation de deux unités de production chez X'Prochem. « 3 500 emplois devraient être créés dans les 3 ans », souligne Etienne Vervaecke, Dg d'Eurasanté. Au niveau du parc, le pôle d'excellence a enregistré 33 transactions l'an dernier, soit 19 implantations et 14 extensions, pour une centaine de nouveaux emplois. Pour totaliser aujourd'hui quelque 200 entreprises (190 fin 2020) et 3 700 salariés. Enfin,



le bio-incubateur et l'accélérateur accompagnent 91 projets à ce jour. « Les start-up ont levé un total de 8,1 M€ l'an dernier, c'est un record, se félicite Etienne Vervaecke, qui poursuit : le bio-incubateur a vu naître 12 nouvelles entreprises, c'est aussi le meilleur score depuis sa création il y a 20 ans ! ». Au vu de sa dynamique actuelle, la filière santé espère atteindre les 40 000 emplois d'ici 2025, contre 32 000 aujourd'hui.



« Ces univers (image, son, musique) sont en train de fusionner. Il y a de moins en moins de silos »

**Emmanuel Delamarre**, directeur de Plaine Images, à l'occasion de la création de la société de Sébastien Cauet Podcast Story à Tourcoing (lire en page 10).

Flop

## GETLINK A ENCORE REÇU EN 2021

« Une année contrastée ». L'épithète trouvée par Yann Leriche, directeur général de Getlink, est une litote. Le groupe exploitant du tunnel sous la Manche a vu son chiffre d'affaires reculer de 6% en 2021, à 774 M€. Cette contre-performance, qui s'explique bien sûr par la poursuite de restrictions fortes des déplacements dans le contexte sanitaire, intervient après une année 2020 déjà très difficile, les confinements ayant fait plonger l'activité de 24% sur l'exercice précédent. L'Eurostar, qui avait plongé alors



de 77%, a encore reculé de 35% en 2021 tandis que le chiffre d'affaires navettes reculait de 10%, à 476 M€. L'an dernier, seule l'activité Europorte (fret ferroviaire) s'est redressée légèrement (+ 6%). Toutefois, la levée des restrictions sanitaires en Grande-Bretagne et le fort redressement enregistré au quatrième trimestre 2020 laissent entrevoir enfin ... le bout du tunnel.

"On est tous mobilisés, on a tous le virus de l'engagement !"

le clin d'œil de **Yann Orpin**, président du Medef Lille Métropole, lors des vœux des forces économiques, à propos de grands événements prévus à Lille (tour de France, coupe du monde de Rugby, Lilliarious, JO 2024...).



“Il faut que vous appropriiez

l'événement pour nous aider. Sans vous, on ne peut pas faire grand'chose”

**Damien Castelain,**

président de la Mel, lors des vœux des forces économiques, à propos des différents événements accueillis par le territoire.

“Si on réussit cette mutation, on a encore une chance d'avoir de l'industrie automobile en France pour

longtemps”

**Luciano Biondo,**

directeur industriel de Renault ElectriCity (Maubeuge, Douai et Ruitz), dans une interview à La Voix du Nord le 11 janvier.



Nous devons créer un cadre favorable à l'industrie, notamment via une fiscalité comparable aux autres grandes nations”

La ministre de l'industrie  
**Agnès Pannier-Runacher,**

lors de sa visite chez Exotec (lire p.28) le 19 janvier dernier.



Les pierres ne parlent pas, c'est nous qui parlons pour elles!”

**Philippe Toussaint,**

président des VMF (Vieilles Maisons Françaises) lors de la présentation d'un spécial Nord au musée la Piscine de Roubaix.

“Avons-nous atteint les 40èmes rugissants, pour nous retrouver bientôt en eaux plus paisibles, ou allons-nous sans le savoir vraiment vers le cap des 50èmes hurlants ?”

L'interrogation

**d'Eric Feldmann,**

président du Tribunal de Commerce de Lille Métropole, lors de l'audience solennelle de rentrée.

« Sans transition progressive, les conséquences sociales seront majeures »

**Carlos Tavares,**

patron de Stellantis (ex PSA, trois usines à Valenciennes, Hordain et Douvrin) dans une interview aux Echos (19 janvier), où il se montre très sceptique sur le choix politique du tout électrique.

• **3 février** : Conférence de la Ville de Marcq-en-Baroeul « La cybercriminalité, le constat, les enjeux », 19h, théâtre Charcot, Marcq-en-Baroeul

• **10 février** : Open Desk d'Amiens Cluster « Passer du projet à la création d'entreprise », dès 17h, en ligne

• **24 février** : Soirée Rev3 « GRE3N Epargne », dès 18h, CCI Hauts-de-France

• **24 février** : Journée rencontre dédiée aux sous-traitants et donneurs d'ordres de l'industrie médicale régionale, dès 14h, Bio-incubateur Eurasanté

• **1er mars** : Afterwork Euralogistic'Day, dès 17h, AFTRAL Dourges

• **3 mars** : Soirée Invest'Innove, 17h30, siège Banque Populaire du Nord, Marcq-en-Baroeul

• **10-13 mars** : Lille Art Up!, Lille Grand Palais

# Mouvements

## > PIMKIE

**Philippe Favre** prend la direction générale de l'enseigne de mode féminine Pimkie, et remplace ainsi Yann Hinsinger. La carrière



de cet Essec est essentiellement marquée par des fonctions de direction. Il a notamment été directeur retail chez Polo Ralph Lauren, Dg du leader français des meubles en kit Parisot, président des cosmétiques Matis, ou encore Dg de

l'enseigne Grain de Malice. En 2018, il prend la tête de la transformation de la société Happychic, avant la présidence de Go Sport l'année suivante. Désormais, il aura à charge la conduite de la stratégie de repositionnement et de redressement de Pimkie.

## > LMH

**Maxime Bitter**, actuel directeur urbanisme, aménagement et ville de la MEL, prendra au 1er mars la direction générale du bailleur social LMH. Cet IEP Lyon

dédie sa carrière au monde de la construction. D'abord comme journaliste au



Moniteur pendant 13 ans, avant de rejoindre La Chronique du BTP en 2014 en tant que

rédacteur en chef. Deux ans plus tard, il devient directeur adjoint Urbanisme et aménagement à la MEL, avant d'en prendre la direction en 2017. LMH gère 32 600 logements en métropole lilloise et emploie 762 salariés.

directrice du réseau et du développement commercial. Elle est ensuite devenue directrice des offres au sein du pôle Banque de proximité et Assurance de BPCE et membre du comité de direction.

## > ALLIANCE SEINE-ESCAUT

**Franck Grimonprez** est élu président du nouveau groupe de travail de l'Alliance Seine-Escaut, le Cercle économique. Le président fondateur du groupe familial



Log's est « un fervent défenseur du canal Seine-Nord Europe depuis 15 ans », note l'Alliance. Son Cercle économique réunira entreprises, syndicats professionnels ou encore organismes consulaires impliqués dans le projet du canal Seine-Nord. Principales missions : aider les entrepreneurs à saisir les opportunités qui se présentent déjà et encourager les chargeurs à adopter une logistique fluviale compétitive et bas-carbone. Le Cercle économique compte parmi ses membres Engie, Lhoiste France, SPIE Batignolles, ou encore Vinci construction maritime et fluviale.

## > ESCAUT HABITAT

A 47 ans, **Marie Cornillon** est nommée directrice générale de la coopérative HLM Escaut Habitat (groupe SIA). Elle succède à



Frédéric Talik, qui rejoint pour sa part une autre entité du groupe Habitat en région. Cette Skema commence sa carrière dans le secteur bancaire. Elle y restera 20 ans et passera notamment par la Caisse d'Épargne Hauts-de-France, d'abord comme chargée d'affaires, avant de devenir directrice logement social économie mixte en 2014. Trois ans plus tard, elle rejoint le groupe SIA comme directrice générale déléguée Habitants et Territoires. Fonctions qu'elle gardera en parallèle de celles chez Escaut Habitat.

## PORTRAITS **express**

### LESAFFRE

## Brice-Audren Riché

Un X pour succéder à Antoine Baule



A 48 ans, Brice-Audren Riché prend la direction générale du géant de la fermentation. Il succède à Antoine Baule, aux commandes ces neuf dernières années. Ce polytechnicien a commencé sa carrière chez Ernst & Young en 1997 avant de rejoindre Lafarge. Il restera vingt ans chez le cimentier sur des postes internationaux. Ce passionné de sciences avait intégré Lesaffre en 2017, en prenant la tête de sa division Biospringer (extraits de levure), fonction élargie à la direction de plusieurs business units. Depuis juillet dernier, nommé directeur général délégué, cet amateur de voile a préparé avec Antoine Baule la stratégie 2022-2024, pour conforter une dynamique forte dans la panification, qui demeure le cœur de métier, mais

aussi la nutrition-santé. Avec notamment la mise en place d'ici l'été du campus de Marquette, qui rassemblera toute la matière grise aujourd'hui dispersée sur la métropole, et qui sera l'un des pôles de R&D les plus importants au monde dans son domaine. Fondé en 1853, Lesaffre réalise 2,2 Mds€ de chiffre d'affaires avec 10 700 salariés.

### DÉCATHLON

## Barbara Martin Coppola

Une pro du digital comme leader



Barbara Martin Coppola, 45 ans, est la nouvelle directrice générale du groupe Decathlon, appartenant à l'AFM. Elle succède à Michel Aballea, appelé à d'autres fonctions chez le distributeur d'articles de sport. Sur le CV de cette Franco-Espagnole : plus de 22 ans passés aux postes de direction d'entreprises numériques et technologiques. Équipée d'un diplôme d'ingénieur en télécommunications, d'un MBA de l'Insead et d'une certification de la Harvard Business School, Barbara Martin Coppola a évolué dans 4 secteurs d'activité, vécu dans 9 pays, sur 3 continents différents. Elle fut par exemple manager du développement chez Texas Instruments au Japon, manager de la stratégie chez Samsung en Corée du Sud, avant d'intégrer Google. D'abord comme directrice France en 2008, puis comme directrice du département Chromecast et Google TV, entre autres, en Californie. Depuis 2018, elle assurait la direction digitale d'Ikea.

Depuis le siège de Decathlon à Villeneuve d'Ascq, elle dirigera - dès sa prise de fonction courant mars - 105 000 collaborateurs et 1 700 magasins dans le monde (11,4 Mds€ de ventes).

## > BANQUE POPULAIRE DU NORD

**Hélène Madar**, 52 ans, prend la tête de la Banque Populaire du Nord, succédant ainsi à Fabrice Bouvier, directeur général depuis février 2013. Cette diplômée de Paris



I Panthéon-Sorbonne a d'abord exercé des fonctions marketing au sein de différents réseaux bancaires, Carrefour Banque & Assurance, Caisse d'Épargne, Natixis Financement et la Banque Postale. Elle intègre alors la Banque Populaire du Nord en 2014, comme

## > CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-BELGE

**Pierre-Paul De Beir** est élu président de la chambre de commerce franco-belge



(CCFB) à Lille, où il succède à Paul Lequint. Issu d'une famille d'industriels du textile, ce spécialiste en fusion acquisitions à travers sa société Tramanco est depuis 17 ans consul honoraire de France à Courtrai. La CCFB assiste les sociétés belges et luxembourgeoises voulant se développer en France.



## Mouvements

### > UNIVERSITÉ DE LILLE

**Régis Bordet**, professeur à l'Université de Lille et praticien hospitalier au CHU de Lille, a été élu pour 4 ans président de l'Université de Lille. Il succède à Jean-



Christophe Camart, président de la Fondation de l'université depuis l'été 2020. Régis

Bordet dirige actuellement une unité mixte de recherche (Université de Lille, Inserm, CHU de Lille) sur les troubles cognitifs dégénératifs et vasculaires. De 2010 à 2016, il a coordonné le consortium européen Pharma-Cog. Vice-président de la recherche de l'Université de Lille - droit et santé jusqu'en fin 2017, il a également été vice-président stratégie et prospective à l'université, et directeur général de la Fondation l'I-Site.

### > MEDEF ARTOIS

**Pascal Monbailly** prend la présidence du Medef Artois pour les trois prochaines



années, en lieu et place de Michel Richard qui occupait la fonction depuis 2016. Ingénieur chimiste et

diplômé d'un MBA de l'Edhec Executive, Pascal Monbailly dirige le spécialiste du PVC Vynova à Mazingarbe. Il consacre l'ensemble de son parcours professionnel à l'industrie chimique. Il a par ailleurs présidé pendant 15 ans France Chimie Nord-Pas-de-Calais, dont il est l'actuel vice-président. Il est administrateur de France Chimie National, nommé au Ceser et élu à la CCI de région et d'Artois.

### > FIDAL

**Vianney Soudant** devient co-directeur régional du cabinet d'avocats Fidal, auquel il a dédié l'entièreté de sa carrière depuis son arrivée en 2006. Avocat en droit des



sociétés, il est à la tête de l'activité corporate de la direction régionale du cabinet depuis 2018. Expert en fusion et acquisition d'entreprises et d'opérations de haut de bilan, il consacre une part importante de son activité aux opérations de restructuration, au traitement des flux intra-groupe, à l'élaboration de stratégies de transmission ou encore de financement.

### > KPMG

**Violette Lasmaries**, 27 ans, devient avocate chez KPMG Avocats Région Nord. Titulaire d'un master 2 en droit privé, et du CAPA, elle a prêté serment en novembre dernier et est désormais inscrite au barreau de Lille. Elle intervient en droit social, conseil et contentieux.



**Romain Tiablikoff**, 34 ans, vient lui aussi de prêter serment et d'entrer au barreau de Lille après une expérience de juriste pendant 10 ans. Titulaire d'un master 2 en droit, il a exercé 7 ans chez Boulanger comme juriste avant de rejoindre KPMG en 2018. Il intervient en droit commercial et en droit des sociétés.



Abonnez-vous en ligne  
sur [www.eco121.fr](http://www.eco121.fr) !

INFOS 03 55 33 21 05

1 AN  
**64,90€**



Eco121

BULLETIN D'ABONNEMENT



Ecopresse - Parc Rivéro - 300 rue  
de Lille - 59520 Marquette-lez-Lille

**OUI**, je m'abonne au magazine Eco121 pour une durée de :

1 an (10 n°) au prix de **64,90€**

2 ans (20 n°) au prix de **94,90€**

\* Abonnement multiple : nous consulter (Tél. 03 55 33 21 05)

Règlement

Par chèque : à l'ordre d'Ecopresse

Par virement : Banque Caisse d'Épargne LILLE - IBAN : FR76 1627 5006 0008 0003 5417 520

NOM

PRÉNOM

SOCIÉTÉ / ORGANISATION

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉL.

E-MAIL

> Portrait

---

*“Il s’agit de  
populariser et  
démocratiser une  
forme de culture  
pour ceux qui ne  
lisent pas”*





# Cauet

## veut créer le Netflix du podcast à Plaine Images

A 50 ans dans deux mois, dont 37 dans l'univers de la radio qui l'a rendu célèbre, l'enfant de Marle-sur-Serre revient dans sa région. Pour monter avec l'écosystème de Plaine Images rien de moins que le leader français du podcast.

TEXTE Olivier Ducuing

« **I**l ne fallait pas se lancer trop tôt, ni trop tard. Je suis persuadé que c'est le bon moment ! » C'est à Tourcoing, dans les locaux de la Plaine Images, que le célèbre animateur Sébastien Cauet lance un nouveau pari : devenir une sorte de Netflix du podcast natif. En clair : sa société Podcast Story entend offrir au public un catalogue rapidement très touffu d'histoires variées, racontées avec des voix célèbres ou pas, avec un univers sonore soigné mais pas envahissant, afin de tenir en haleine l'auditeur pendant 15 minutes au plus, à tout moment de la journée ou de la nuit. Le média podcast est en pleine explosion avec 162 millions d'auditeurs chaque mois aux Etats-Unis, toujours en avance de plusieurs longueurs sur le Vieux Continent quant aux évolutions de société. Déjà 30 histoires sont disponibles et

30 autres sont en fabrication, l'objectif étant d'enrichir le portfolio au rythme de cinq histoires par semaine. Pour ce faire, Sébastien Cauet peut compter sur de vraies têtes d'affiche en matière de signatures vocales, de Jacques Pradel à Bruno Solo en passant par Philippe Manœuvre pour n'en citer que quelques-unes. Les histoires sont tous azimuts, depuis les vies de Raspoutine, Tom Cruise ou Lionel Messi à des faits divers extraordinaires comme un hold up en plein vol dont l'auteur jamais retrouvé saute de l'avion avec son butin, en passant par la sociologie du sextoy. La technologie se veut quant à elle très ergonomique, avec un développeur local, BetterCallDave (La Madeleine). Même si Sébastien Cauet est né dans la région, à Marle-sur-Serre, à 40 kilomètres de Saint-Quentin, son implantation dans la métropole lilloise n'avait rien d'évident. « *Il est venu la première fois avec les pieds de plomb* », raconte, amusé, Emmanuel Delamarre, directeur de Plaine Images. Mais la magie du lieu et de son cluster a fait la différence. « *J'ai été bluffé par Plaine Images et par les talents du Nord, cette région que j'aime. Je voulais sortir du parisianisme* », explique Cauet. Derrière le saltimbanque de plateau, l'ancien fils d'ouvriers de sucrerie est un vrai chef d'entreprise, riche de 37 ans de radio – il commence à 13 ans sur Nouvelle Ra-

dio Laon!, qui pilote ce projet. Avec des associés soigneusement choisis, Jean Isnard, un ancien de Lagardère Média et Damien Harnist, un ex de Studio Disney, entre autres casquettes, mais aussi Finorpa comme investisseur ainsi que plusieurs business angels dont Gilles Lechantre. « *J'ai dirigé des radios, j'ai fait des bilans et des prévisionnels !* », souligne Cauet, qui veut garder en revanche son business plan confidentiel. « *Je suis incapable de savoir si un podcast fera 10 000 ou 600 000 écoutes, il faut rester très humble* ».

Le modèle économique, précisément, repose sur plusieurs piliers : la pub d'abord, pour l'écoute gratuite des podcasts. Une version premium payante suivra plus tard, sans pub mais avec des bonus (les coulisses). Podcast Story s'adresse aussi au champ professionnel. Ce devait être dans une deuxième phase mais les demandes affluant, l'entreprise s'est lancée d'emblée. « *On conclut déjà avec des entreprises, des banques, des entreprises de sport, du monde du divertissement, des mairies* ». Autre perspective importante : la vente de podcasts à des radios. Avec un avantage unique : Podcast Story aura pu tester leur succès préalable et pourra donc garantir au média l'impact attendu du programme.

L'équipe a démarré en décembre avec six personnes, mais doit doubler dans les trois mois avant de doubler à nouveau rapidement, estime Sébastien Cauet ■

L'homme aux 1,8 milliard de vues sur Youtube et aux 12 millions d'abonnés sur les réseaux sociaux reste persuadé de la puissance du son en 2022. « *Le secret est de réinventer la façon dont on le fait !* »

# 28 ANS POUR DÉCARBONER LES HAUTS- DE-FRANCE



TEXTES Olivier Ducuing

**2**8 ans. A l'échelle humaine, c'est une génération ; à celle de la planète, pas même un grain de poussière. C'est le mince délai que les experts nous accordent pour atteindre la neutralité carbone en 2050 et éviter des dérapages irréversibles. Avec un objectif européen intermédiaire en 2030, le « fit to 55 », c'est à dire une réduction de 55% des émissions par rapport à 1990.

« Il y avait dix aléas climatiques par an sur la planète entre 1900 et 1910. Ils sont 350 aujourd'hui ! On a touché les limites et la fin d'un modèle, il faut se bouger ». Pour Hervé Pignon, directeur régional de l'Adème, le temps presse. L'agence est du reste l'un des bras armés de l'Etat pour passer la surmultipliée sur ce sujet capital et transverse, qui va des passoires thermiques aux énergies renouvelables en passant par la mobilité des biens et des personnes. Le Nord-Pas-de-Calais avait anticipé avec sa politique de troisième révolution industrielle rev3, engagée de façon pionnière à l'échelle de toute une région, avec Jeremy Rifkin à l'époque.

## Une facture de 4 milliards pour Dunkerque

Si la prise de conscience est ancienne, les enjeux n'en sont pas moins énormes pour notre région, encore très

industrielle et très consommatrice d'énergie. Avec en perspective une taxation carbone en forte hausse, mais aussi l'inflation des prix de l'énergie. Il y a quelques semaines, le nouveau patron du géant des arts de la table Arc, Nicholas Hodler, estimait à 70 M€ le surcoût des hausses des matières premières (dont l'énergie, son premier budget) pour 2022.

Dans le même temps, l'aciérie électrique de Saint-Saulve Ascoval, désormais propriété de Saarstahl, annonçait transférer sa production locale vers les hauts fourneaux allemands pour cause d'envolée des prix de l'électricité avant de finalement se raviser sous la pression. Aluminium Dunkerque a lui de son côté dû réduire la voilure.

Sur le seul territoire de Dunkerque, le plus émetteur de CO2 en France, les acteurs locaux estiment à près de 4 milliards d'euros la facture de la décarbonation, sans même parler du renouvellement de la centrale nucléaire de Gravelines. Car faire passer une Pme de service à l'électricité verte ne pose guère de difficultés. Mais comment opérer pour des hauts fourneaux fondés sur l'énergie du charbon ? Des réponses existent, à base de gaz d'abord et d'hydrogène demain, mais l'ampleur des moyens à déployer est spectaculaire : pas moins de 10 mds € d'ici à 2030 pour ArcelorMittal en Europe, dont la moitié espérée en subventions. Il faudra encore 15 à 40 mds € pour arriver au zéro carbone, estimait récemment Eric Niedziela, chargé de la décarbonation du sidérurgiste en Europe.

Ci-dessus, le projet DMX sur le site d'ArcelorMittal de Dunkerque, qui associe une dizaine de partenaires autour d'un pilote industriel de captation de CO2



2050 est la nouvelle frontière des experts du climat pour éviter l'emballement de la température terrestre. Atteindre la neutralité carbone à cette échéance est un défi colossal. Chez nous encore plus, avec une économie très carbonée, entre Arcelor, les « électro-intensifs », les transports, les logements, dans une région très peuplée. Derrière le trop médiatique véhicule électrique, une révolution plus importante est en route sur les procédés industriels et le grand remplacement énergétique. La région fourbit ses armes.



©ArcelorMittal France

## DIX PROJETS ÉNERGÉTIQUES MAJEURS

- **Gigafactory** à Douai (Envision, AESC) : 2 Mds€
- **Gigafactory** à Douvrin (ACC : Stellantis, Saft, Mercedes) : Investissement non précisé mais du même ordre
- **Ferme éolienne offshore** à Dunkerque (EMD : EDF, Innogy, Enbridge) : plus d'1 Md€
- **Usine Hydrogène** à Dunkerque (H2V 59) : 250 M€
- **Unité de captage CO2** à Dunkerque (DMX - photo)
- **Centrale solaire** de Creil (Photosol): 130 M€
- **Centrale solaire** de Nierngnes (Sun'R) : plus de 50 M€
- **Chaudière au gaz** en substitution au charbon à Escaudeuvres (Tereos), 24 M€
- **Station de stockage d'électricité par batteries** à Dunkerque (TotalEnergies) : 15 M€
- **Nouvelle chaudière biomasse** chez Ingredia, St-Pol-sur Ternoise (Engie) : 13 M€

### Capter un million de tonnes de CO2 par an

Un premier démonstrateur, sous le nom de DMX, a été lancé en 2019 avec 10 autres industriels dont Total pour capter 500 kilos par heure de CO2 issus des gaz sidérurgiques. Une misère. Mais dans le viseur des industriels se profile en fait une unité de captage de grande envergure, toujours chez Arcelor Dunkerque qui, cette fois, pourrait récupérer 125 tonnes à l'heure, soit plus d'un million de tonnes par an.

L'étape suivante, elle aussi très ambitieuse, serait d'implanter sur la plaque Dunkerque-Mer du Nord une plateforme capable de conditionner, transporter et stocker quelque 10 millions de tonnes de CO2 par an, à l'horizon 2035. « *L'énergie est très capitalistique, elle demande du temps, il faut de la taille réelle, ça ne se fait pas en laboratoire* », décrypte Jean Gravelier, directeur général de Polenergie et délégué régional de la filière hydrogène. L'hydrogène est précisément l'une des voies les plus prometteuses pour réussir la transition : son utilisation ne génère que de l'eau. Mais son défaut majeur est que sa production exige de grosses quantités d'énergie. La recherche et l'innovation avancent à grand pas, y compris en région avec des start up prometteuses (lire p.16-17) tandis que beaucoup voient dans l'hydrogène une solution pour résoudre la quadrature du cercle de l'intermittence des énergies renouvelables. Dans ce domaine, les investissements se poursuivent à haut régime. Biogaz, éoliennes terrestres, bientôt mari-

> **Enquête**

times à Dunkerque, méga-fermes solaires : le rythme est élevé. Le soutien du nucléaire en arrière-plan face à l'intermittence reste donc essentiel en attendant des solutions nouvelles demain. Une réalité que souligne la situation de cet hiver : 17 tranches nucléaires étaient à l'arrêt en décembre, compensées par l'énergie importée notamment des centrales thermiques allemandes, au bilan carbone désastreux.

L'autre vecteur de décarbonation est la sobriété et l'efficacité énergétique, qui inclut aussi l'économie circulaire, moins gourmande en matière. Mais force est de constater que la consommation électrique a encore vocation à monter en flèche. « Elle s'accroît dans nos différents scénarios car elle est vecteur de décarbonation », explique Hervé Pignon, pour l'Adème. Sur le seul bassin de Dunkerque, les prévisions d'augmentation de consommation donnent le vertige. On parle de milliers de mégawatts supplémentaires...

**10 feuilles de route sectorielles**

Pour anticiper et accompagner cette grande mutation, la France a adopté une stratégie nationale bas carbone, pilotée par l'Adème. Avec une déclinaison à travers dix plans de transition sectoriels (PTS), correspondant aux secteurs industriels fortement carbonés. « La région est concernée par les 10 », précise Hervé Pignon. Ces feuilles de route doivent dessiner des horizons de décarbonation d'ici à 2050, tout en identifiant les besoins d'investissement, l'impact sur les coûts de production et les emplois, entre autres. Le ciment a déjà expérimenté la méthode, suivi désormais par la sidérurgie, la chimie et l'aluminium. Le sucre, le papier-carton et le verre sont également au programme dès 2022. L'Etat va aussi mettre sa patte, en développant des zones industrielles bas carbone, plus spécialement pour les zones énérgo-intensives et/ou très émettrices, et favoriser les projets d'écosystèmes industriels, à l'instar de la récupération de la chaleur fatale.

Autant de sujets très techniques, souvent limités à quelques acteurs, et qui échappent largement à l'opi-

nion, généralement concentrée sur le seul essor du véhicule électrique ou sur les excès de l'éolien. Or le défi est capital, les investissements énormes, le risque tout autant. Si le poids des normes européennes est trop lourd, ne risque-t-on pas de voir des industriels produire ailleurs ? En 2021, la production de charbon dans le monde a battu un record, offrant une énergie très bon marché. Si les technologies choisies s'avèrent erronées ou en décalage, le prix à payer ne sera-t-il pas insurmontable ? Questions légitimes sans doute mais, qui ne gommant pas l'urgence de la situation non seulement environnementale mais aussi économique.

« Si on ne décarbone pas, l'industrie mourra, les banques arrêteront de prêter, les consommateurs arrêteront d'acheter. C'est en décarbonant qu'on créera les emplois de demain », résume Jean Gravelier, directeur de Polenergie. Autant que ce soit chez nous.



**"C'EST EN DÉCARBONANT QU'ON CRÉERA LES EMPLOIS DE DEMAIN"**

**JEAN GRAVELIER,  
POLENERGIE**



## LE BIOMÉTHANE, DES AMBITIONS FORTES MAIS CONTRARIÉES

La région Hauts-de-France a voulu très tôt se positionner comme un territoire leader en Europe du biométhane\*. Avec de vrais résultats puisqu'elle compte d'ores et déjà 58 unités opérationnelles, une soixantaine en cours de réalisation, et autant dans les tuyaux. A raison de 6 M€ en moyenne par unité – sans compter l'investissement du réseau -, avec 3 à 4 emplois à chaque fois, l'enjeu est important. La filière, émergente, n'a que dix ans. Fortement soutenue par les pouvoirs publics à ses débuts, elle l'est de moins en moins : réduction des tarifs de rachat, durcissement des conditions d'installation, les signaux ne sont guère encourageants. L'arrêt précoce du soutien à la filière solaire il y a quinze ans a signé sa fin. Est-ce le sort promis à la filière biométhane, malgré le caractère très vertueux de cette écono-

mie circulaire ? Les acteurs du secteur se veulent malgré tout confiants, notamment du fait de l'obligation imposée par l'Etat aux fournisseurs de gaz d'introduire une part croissante de biogaz. L'innovation à l'oeuvre laisse aussi augurer de belles perspectives en matière de méthanation pour générer des gaz de synthèse, comme de l'hydrogène. Reste que, si d'autres filières comme les batteries automobiles bénéficient d'un soutien très puissant des autorités, les acteurs du biométhane aimeraient eux aussi un engagement solide.

« Ce qui me gênerait est qu'à force d'être frioleux, on achèterait du biogaz fabriqué aux Etats-Unis ou en Russie. C'est qu'on serait passé à côté de quelque chose », lançait Jean Jacques Dubois, Président de l'Association Française du Gaz-Hauts-de-France, lors de la

dernière journée du Corbi (collectif régional biométhane) à Saint-Quentin, en décembre. La filière a profité de cette rencontre pour réaffirmer ses ambitions à l'horizon 2025 à travers un « manifeste Corbi » : réinjecter 3 TW/h dans le réseau régional, soit l'équivalent de 500 000 logements basse consommation ; promouvoir trois projets innovants dans différents domaines (optimisation des procédés, valorisation des co-produits, gaz de synthèse... ; structurer la filière en professionnalisant les porteurs de projets ; créer un observatoire pour évaluer les retombées de la filière ■

\*Le biométhane est un gaz 100% renouvelable produit à partir de déchets de l'industrie agro-alimentaire, de la restauration collective, agricoles et ménagers, ou encore de boues de stations d'épuration







## UN FONDS DE DÉCARBONATION DE L'INDUSTRIE TRÈS ACTIF

Les industriels régionaux se sont rapidement mobilisés autour des dispositifs d'appui à la décarbonation lancés dans le cadre de France Relance. L'appel à projets « Indus EE » (efficacité énergétique) a abouti en région à la contractualisation de 8 dossiers totalisant la bagatelle de 83 M€ d'investissements, dont 2 M€ d'aide de l'Adème. L'appel à projets « Décarb Ind » a quant à lui suscité 11 contractualisations, à hauteur de 62 M€ investis dont 20 M€ de subventions. Récemment, l'accord de refinancement d'Arc (45 M€) a ajouté une dimension décarbonation à travers une aide de 4 M€ permettant à l'industriel de remplacer des matières premières dans ses fours, soit un gain prévisionnel de 21 000 tonnes de CO<sub>2</sub> par an ■

### DEUX EXEMPLES DE START-UP DE L'ÉNERGIE

## ENERGO VEUT RÉVOLUTIONNER L'ÉNERGIE AVEC LE PLASMA CATALYTIQUE

La start up basée à la ruche d'Hellemmes déploie une technologie de rupture pour produire du gaz par catalyse à plasma, très sobre en énergie.

Créer du méthane injectable sur le réseau avec du CO<sub>2</sub> et de l'hydrogène, transformer des déchets en gaz, le tout avec des ressources énergétiques faibles et un niveau de pression lui aussi limité : c'est le terrain de jeu de la société Energo, start up de l'énergie, issue de travaux de recherche de l'école Chimie Paris Tech, et hébergée à la ruche technologique d'Hellemmes. Le procédé d'Energo, protégé par quatre brevets, représente un saut technologique par rapport à la catalyse classique, très consommatrice d'énergie et de pression, qui aujourd'hui sont ses gros handicaps. Avec de surcroît un système qui dépollue les gaz. Le procédé à plasma, très sobre, offre ainsi de grandes perspectives dans plusieurs champs : le « power-to-gas », d'abord, à savoir la transformation d'oxydes de carbone en méthane (méthanation), par réaction avec de l'hydrogène décar-

boné, mais aussi le « waste-to-gas », permettant la production de gaz par pyrogazéification des déchets. « On opère à une vitesse 50 fois plus rapide et nous utilisons beaucoup moins de volume de catalyseurs », se réjouit Vincent Si-

monneau, associé de l'entreprise, au côté de Vincent Piépora, un ancien cadre de chez Total.

Pour valider cette technologie en mode réel, Energo a installé un démonstrateur dans une exploitation agricole près de Compiègne cet automne (mis à l'arrêt l'hiver pour cause de gel). « Le démonstrateur a tenu ses promesses, les rendements sont bons. On a fait également des essais sur des gaz de hauts fourneaux, on a sorti du méthane propre », se félicite Vincent Simonneau, qui annonce de premières discussions avec des industriels. La société compte désormais s'engager dans des équipements de méthanation vingt fois plus importants, mais aussi déployer sa technologie vers d'autres réactions, afin de produire de l'ammoniac ou encore de l'éthanol. Energo compte déjà 7 salariés et en vise 25 à moyen terme ■

■ O.D.





## DES ACTEURS COLLECTIFS TRÈS (TROP ?) NOMBREUX

**PÔLENERGIE** : 160 membres dont 70% d'entreprises. L'association, créée en 2011 (sous son premier nom Energie 2020), structure et anime la filière énergie à l'échelle régionale. Elle se veut « un outil de croissance des entreprises du secteur énergétique des Hauts-de-France » et accompagne aussi les projets innovants dans le secteur.

**EURAÉNERGIE** : pôle d'excellence du Dunkerquois, voué à accompagner la transformation du territoire et sa transition énergétique.

Médée, né en 2010, est un pôle qui a raté de peu la labellisation de pôle de compétitivité. Il est dédié au génie électrique et à la performance énergétique des processus industriels.

**LE CD2E**, à Loos-en-Gohelle, créé en 2000, est le centre de déploiement de l'écotransition dans les entreprises et les territoires. Objectif : massifier la transition écologique à l'échelle régionale. Il revendique plus de 200 adhérents, collectivités, entreprises et porteurs de projets.

**NUCLEI**, est le programme de développement des entreprises de la filière nucléaire animé par la CCI Hauts-de-France et EDF.

**ENERGEIA**, à Amiens, se présente comme un cluster sur l'autonomie énergétique, associant laboratoires, institutions publiques et entreprises de l'énergie, autour de la production d'énergie renouvelable, le stockage, la mobilité et le bâtiment.

**SYNEO**, association valenciennoise, se présente comme pôle d'accompagnement à l'écologie industrielle et territoriale.

**LA MISSION REV3**, créée en 2017 et présidée aujourd'hui par Frédéric Motte, réunit les équipes de la Région et de la CCI pour promouvoir et accompagner les transitions environnementales, sociales et numériques de l'économie, avec une batterie d'outils financiers développée depuis quelques années.

**LA COMMUNAUTÉ REV3** est une association créée fin 2021, sous la présidence de Philippe Vasseur, et les vice-présidences de Xavier Bertrand et Daniel Percheron, pour « renforcer et promouvoir la dynamique rev3 » à travers notamment un rôle de lobbying, de prospective et de communication.

## HYDROGENIS PARIE SUR L'HYDROGÈNE DÉCARBONÉ

Guillaume Koustanaï a mis au point une solution de production sans électricité d'hydrogène sans CO<sub>2</sub>. Avec à la clé, la promesse d'un coût de production et d'un rendement compétitifs.

« **U**n article scientifique assurait que l'hydrogène n'avait pas d'avenir car confronté à trop de verrous scientifiques et pas rentable. J'étais convaincu que c'était faux ». Encore fallait-il le prouver ! Avec sa passion débordante pour la science depuis l'enfance et une bonne dose d'encouragement de son épouse, Guillaume Koustanaï se lance en 2018. Ce salarié à la SNCF, toujours en poste, s'embarque alors pour de longs mois de recherche. Deux ans plus tard, l'autodidacte trouve, selon lui, LA bonne recette : grâce à l'oxydoréduction - un procédé chimique, il parvient à produire, sans électricité, de l'hydrogène décarboné. Et ce, à un coût de production moindre que les solutions déjà existantes et au rendement plus intéressant. Fort de son projet, Guillaume Koustanaï intègre l'incubateur technologique APUI de l'école d'ingénieurs IMT Nord

Europe. « Alain Schmitt, le directeur, a été le premier à valider mes recherches », témoigne le fondateur de la société Hydrogenis, en cours de création. Il bénéficie ainsi de l'accompagnement des chercheurs de l'IMT et participera même au salon EVER Monaco. Il est désormais accéléré à Tourcoing par Rev3. Des tests de faisabilité ont suivi au CNRS. Une étape « laborieuse à mettre



en place » en raison de la Covid, « mais essentielle pour avancer », raconte le quadra. Qui, en parallèle, se forme au Cepi Management pour « apprendre les rouages commerciaux et les bases de la création d'entreprise ». Grâce au réseau, il s'envole vers Montréal en 2021 pour rencontrer l'écosystème économique et d'innovation local. « Ils sont prêts à m'appuyer auprès du gouvernement et à m'aider pour déployer la solution. Mais je préfère démarrer chez moi, en Hauts-de-France », confie Guillaume Koustanaï.

Prochaine étape : monter un démonstrateur pour produire à plus grande échelle, pour un investissement limité à 30 K€. Guillaume Koustanaï recherche deux associés, un ingénieur chimiste et un ingénieur process industriel et/ou une première levée fonds (200 k€) pour monter en régime et créer ses premiers emplois ■ J.K.

QUESTIONS À

# RAFAEL PONCE

DG D'EURAÉNERGIE  
ET DGA DE LA COMMUNAUTÉ  
URBAINE DE DUNKERQUE

« Faire du Dunkerquois un hub de la décarbonation »

**Entre la centrale nucléaire, le terminal méthanier, l'atterrissage du gaz, des projets éoliens ou hydrogène et un pôle industriel majeur, Dunkerque est un haut lieu de l'énergie en France. Comment le territoire se prépare-t-il aux enjeux de demain ?**

Dunkerque est un territoire assez emblématique : c'est la première plateforme énergétique d'Europe, qui s'inscrit donc dans l'objectif fixé par la France et l'Union européenne en matière de décarbonation. Le territoire a un double enjeu : l'industrie et son devenir, d'abord, avec la nécessité d'accompagner sa transformation pour une neutralité carbone en 2050, mais aussi faire en sorte que cette transformation et le maintien de ce tissu industriel soit compatible avec la qualité de vie. Le Dunkerquois a un grand atout, c'est un territoire où le monde économique et celui des collectivités et des politiques échangent très facilement et mettent en place des démarches communes.

**Concrètement ?**

Il y a trois ans, la CUD s'est inscrite dans un appel à projet lancé par l'Etat, le PIA Territoire d'innovation,



construit avec les industriels. On a mis en place un collectif avec la CUD, le Grand port maritime, les services de l'Etat pour bâtir une démarche de transition industrielle, à laquelle les acteurs industriels sont complètement associés. Ils ont des besoins pour réussir leur transformation et répondre aux enjeux de la décarbonation. Certains ont décidé de construire une feuille de route de décarbonation du territoire. Face au sujet du CO<sub>2</sub>, il faut mutualiser tous les moyens.

**Précisément, votre territoire a des ressources limitées face à des enjeux énormes, avec un grand nombre d'industries électro-intensives et carbonées. Comment résoudre cette équation ?**

En effet, le Dunkerquois représente à lui seul 72% des émissions de CO<sub>2</sub> de la région Hauts-de-France, et 20% des émissions de toute la France. On doit mettre en place ici une révolution, pour créer l'industrie du futur, ce qui demandera des soutiens financiers de l'Etat et de l'Union européenne. On estime les investissements nécessaires pour la décarbonation entre 3 et 4 milliards d'euros, sur la base de projets existants, clairement identifiés. On est déjà dans l'action. On voudrait que d'ici 2030, le territoire tende déjà vers un recul de 30% de ses émissions.

**Un acteur pèse à lui seul très lourd dans ces sujets, c'est ArcelorMittal...**

Oui, ArcelorMittal a déjà engagé des actions, une planification clairement définie, pour utiliser d'autres matières que le charbon pour produire son acier, comme des matériaux ferreux recyclés, issus par exemple du démantèlement de bateaux. ArcelorMittal a

un programme considérable pour sortir demain du charbon vers l'acier recyclé, avec le gaz naturel dans un premier temps, puis l'hydrogène.

**La plupart des gros industriels de votre territoire ont des sièges internationaux, et pourraient faire d'autres choix d'implantation si les contraintes devenaient trop fortes. Comment éviter cette perspective ?**

Les directeurs de site sont très investis pour défendre leur outil. Nous les aidons à trouver au quotidien des solutions pour leur permettre leur maintien à long terme. C'est un enjeu économique essentiel pour le territoire. Vous imaginez les conséquences sociales si ArcelorMittal était amené à fermer, tout le bassin d'emploi serait touché jusqu'à Lille. Nous demandons à ce que cette évolution soit équitable en CO<sub>2</sub> aux bornes de l'Europe, avec quelque chose de comparable à la taxe carbone. Nous menons de façon collective des actions de lobbying, au niveau national et européen, pour faire venir des fonds de transformation ici. Notre président Patrice Vergriete dit qu'il faut faire d'un handicap un atout, ce qui passe par de l'accompagnement et le soutien de l'Etat. Notre objectif est de faire du Dunkerquois un grand hub de la décarbonation.



*« A lui seul, le bassin de Dunkerque représente 20% des émissions de toute la France »*

**Vous pilotez aussi le pôle Eura-énergie mis en place par la communauté urbaine. Quel est son rôle et comment l'articuler avec les autres pôles existants, sans multiplier les structures ?**

C'est un groupement d'intérêt public, qui fédère des acteurs publics et privés. Nous portons un parc d'innovation, dont les travaux seront lancés en 2022 pour une livraison fin 2023, qui pourra accueillir des start up sur les métiers de la transition énergétique mais aussi des activités de formation, qui est un des gros enjeux. L'IMT Nord Europe implante d'ailleurs une antenne. On travaille en interaction avec le digital lab d'Arcelor Mittal. Concernant la gouvernance, il n'y a pas de compétition. La CUD et Eura-énergie se concentrent sur le territoire, en coordination avec PôleEnergie pour faire le lien avec le conseil régional. C'est lui qui assure notamment le rôle de correspondant régional pour la filière hydrogène.

Recueilli par Olivier Ducuing





# LES PRIX DE L'ÉNERGIE PLOMBENT NOS INDUSTRIELS

**L**es zéros s'affolent. La flambée des prix de l'énergie depuis plusieurs semaines n'a pas d'effet que sur les pompes à essence, mais aussi sur le modèle économique des entreprises. Premières concernées, les « *électro-intensifs* » et « *gazo-intensifs* ». Un affreux néologisme pour évoquer les entreprises dont l'énergie représente une matière première majeure. Elles sont 150 en France, et soit 45 000 emplois direct. Mais elles conditionnent en aval toutes nos filières industrielles, telles l'automobile, l'aéronautique, la chimie, menaçant *ipso facto* des centaines de milliers d'emplois, aux dires mêmes du ministère de l'industrie. Car les prix de l'électricité ont doublé sur les 15 premiers jours de décembre et demeurent à des niveaux très élevés. Le numéro un français de la consommation électrique est Aluminium Dunkerque, première fonderie d'aluminium d'Europe. Elle consomme 3,9 téraWatts/h, soit l'équivalent de 850 000 ménages ! Ou encore une demi-tranche nucléaire de sa voisine, la centrale de Gravelines. Pour l'entreprise, le surcoût pour 2022 devait être de ... 300 M€. De quoi prendre une décision de fermeture menaçant très directement ses 570 salariés si des décisions rapides n'avaient pas été prises. Ce n'est pas un hasard si Agnès Pannier-Runacher, ministre de l'industrie, a fait un déplacement *in situ* pour évoquer cette problématique critique. Le ministère a élargi le dispositif Arenh de mise à disposition du tarif bon marché de l'électricité nucléaire d'EDF après avoir perçu des signaux d'alerte sur la situation alarmante de nombre d'entreprises en France. En région, ce fut le cas d'Ascoval (photo), dont le nou-

**Le ministère de l'industrie vient de jouer les pompiers en ouvrant davantage le robinet bon marché de l'électricité nucléaire, au grand dam d'EDF. Les électro-intensifs demeurent très affectés, tandis que les coûts de l'énergie grignotent les marges de toutes nos entreprises.**

veau propriétaire allemand Saarstahl avait choisi de transférer la production sur les hauts fourneaux au charbon de la Ruhr, avant de se raviser. Puis Nyrstar, fonderie de zinc à Auby, qui ferme ses portes « *au moins trois semaines* » après avoir envisagé deux mois d'arrêt. Le choix de l'Etat d'imposer à EDF un effort de 8 milliards d'euros face à la situation a beaucoup fait hurler, la ministre assume. « *Nous appuyer sur EDF qui est un bien collectif, a permis d'éviter une crise majeure pour notre économie et notre industrie alors même qu'elle avait montré sa résistance* », estime-t-elle, en critiquant vivement le mode de formation des prix de l'énergie. « *L'actuel jeu du marché pour construire les prix de l'électricité est contre-productif. Ce sont les énergies les plus carbonées qui sont les plus compétitives. Cela donne un signal désastreux aux entreprises qui font cet effort de décarbonation* », martèle la jeune ministre. « *Tous les électro-intensifs sont sur le pont. C'est venu tellement rapidement*

*qu'on n'a pas pu anticiper. Nous ne sommes pas très optimistes sur une descente du coût de l'énergie* », commente Patrice Pennel, président régional du Medef. Mais si les électro-intensifs sont bien au cœur des attentions, compte tenu de leur vulnérabilité, c'est tout le tissu économique qui encaisse. « *Tout le monde est fortement touché. Même pour une pme comme la nôtre (Arras Maxei, 75 salariés), l'énergie a été multipliée par un facteur 3, soit 100 K€ de plus sur un exercice* », rapporte Olivier Hutin, dirigeant de l'entreprise arrageoise et président régional de l'UIMM. L'élus patronal souligne que cette tension sévère intervient en outre sur fond de hausse des matières premières et de ruptures d'approvisionnement qui poussent à gonfler les stocks et donc à puiser dans les trésoreries. « *Avec l'absentéisme pour cause de Covid, les difficultés de recrutement et le remboursement à venir des PGE, ça commence à faire beaucoup* », s'inquiète-t-il ■

**Olivier Ducuing**

# MATHIAS POVSE

## “LA NEUTRALITÉ CARBONE EN 2050 EST ACCESSIBLE”

DÉLÉGUÉ RÉGIONAL EDF HAUTS-DE-FRANCE

L'opérateur historique de l'électricité est aux premières loges des changements de modèle énergétique, alors que l'Etat vient de lui demander un effort de 8 Mds€ pour alléger le choc de la flambée des prix. Nous avons souhaité interroger son délégué régional Mathias Povse sur ces mouvements telluriques qui vont transformer notre économie. Entretien.

**Décarboner l'économie en 28 ans va nécessiter des investissements colossaux auxquels EDF est partie prenante. Comment faire si ses capacités sont grevées par le blocage des hausses tarifaires ? Ne faut-il pas une certaine vérité des prix ?**

Le signal prix dans l'énergie a toujours été extrêmement important. On part d'une situation où, avant l'entrée en concurrence, l'électricité française a toujours été parmi les moins chères d'Europe. On a encore un écart de l'ordre de 30% avec l'Allemagne. C'est dû à son histoire, ses choix industriels d'avoir un parc nucléaire et hydraulique qui ont créé un avantage concurrentiel de compétitivité en terme de prix et d'émissions de CO<sub>2</sub>. Le mix d'EDF à 97% décarboné place la France tout en haut des classements internationaux des pays les moins émetteurs.



**Malgré ce modèle peu sujet aux variations, le tarif de l'énergie vient de s'envoler. Pourquoi ?**

C'est lié au modèle économique de définition du prix de l'électricité sur la plaque européenne, dans le cadre du marché interconnecté. Le prix est défini heure par heure par les différents moyens de production et la demande. Le prix est formé par le dernier moyen de production appelé, qui est le plus cher : essentiellement les centrales à gaz ou au charbon qui permettent de faire face aux pics de consommation. Les prix du gaz et du charbon se sont envolés pour des causes exogènes, notamment la relance économique en Asie et le contexte géopolitique. Les prix sont montés, le recours au charbon aussi en Europe de l'est, et la tonne de CO<sub>2</sub>, qui était encore à 22 € il y a quelques mois années, est montée à 88 €. Résultat : les énergies carbonées coûtent plus cher, alors qu'on entrain en hiver avec des stocks gaz au plus bas historique, dans une période anticyclonique sans vent. Or quand les éoliennes comme en Allemagne ne tournent pas, les centrales au charbon et au gaz sont sollicitées et vont former le prix de gros de l'électricité en Europe...

**Et notre parc nucléaire, dans le même temps, a plusieurs tranches à l'arrêt...**

Il a fallu investiguer un point de sécurité sur la centrale de Chooz, puis par répliation à Civaux dans le cadre du plan de maintenance. On a davantage entendu parler de ces 6 Gw qui ont été stoppés pour maintenance que de la fermeture définitive de 8 Gw de tranches nucléaires décidée par les Allemands au premier janvier ! Aujourd'hui (interview réalisée le 14 janvier), l'Allemagne émet 550 g de CO<sub>2</sub> par Kw/h. Au même moment, malgré



des moyens un peu réduits en France, on était à 80 g. Il y a plus qu'un facteur 6 entre France et Allemagne...

### La hausse des prix de l'énergie s'inscrit-elle dans la durée ?

Tout n'est pas lié au marché de l'électricité ou du gaz. Il y a aussi des demandes liées aux ruptures puis aux redémarrages de l'économie. Je n'ai pas de boule de cristal. Mais il est très peu probable que le prix du CO<sub>2</sub>, dans le contexte de lutte contre le changement climatique, revienne à 20-25 € la tonne. Il y a d'ailleurs des discussions à l'échelle européenne pour fixer un plancher à plus de 50 €. Ce que je ne sais pas, c'est la dynamique du prix du gaz, qui a plus que quadruplé en 2021 et donc du charbon. La redescende est aussi liée aux éléments de géopolitique. On se rend clairement compte que l'énergie est stratégique.

### Le nucléaire redevient une priorité nationale. Mais saura-t-on produire à bon marché avec les surcoûts énormes du programme EPR ?

EDF prend en compte les retours d'expérience de Taishan et de tous les autres sites dans le monde. Le nucléaire est une industrie extrêmement contrôlée, qui minimise les risques : on a pris quelques mois de retard dans la phase de chargement de combustible de Flamanville 3. Le programme industriel, lui, s'achève : ce n'est plus un chantier mais on est en pré-exploitation. Pour la suite du programme, EDF a remis à la demande de l'Etat en mai 2021, un programme prévoyant trois paires de réacteurs EPR 2. On passerait ainsi d'un prototype à la série afin de réduire les coûts, grâce aux synergies.

### Gravelines serait concernée ?

On a une autorisation générique pour aller au-delà de 40 ans sur les réacteurs existants en France, sous contrôle de l'Autorité de Sureté Nucléaire. Pour ce faire, EDF procède aux visites décennales 4 de maintenance et de modernisation, cela a démarré à Gravelines en août sur le premier réacteur. Pour Gravelines, c'est un programme de 1 md€ entre 2014 et 2028. Le grand carénage est un des plus gros programmes industriels de France. La filière nucléaire dans la région, c'est plus de 15 000 personnes.

Nous avons établi entre EDF, l'ASN et l'Etat un dossier d'opportunité avec les études technico-économiques pour un programme de Nouveau nucléaire, qui a contribué au discours du Président de la République annonçant une déci-

sion imminente. Ce qui a été proposé est un ensemble de trois paires d'EPR 2, à Penly, Gravelines et en Auvergne-Rhône-Alpes. Pour Gravelines, il est envisagé une mise en service en 2039, qui s'inscrirait dans une continuité avec les six réacteurs existants, en parallèle du chantier de construction qui serait mené suite à la décision de l'Etat. Gravelines représente plus de 70% de la consommation régionale. Ce socle nucléaire, indispensable dans une région fortement industrielle comme la nôtre permet également de pallier l'intermittence des énergies renouvelables. Le développement conjoint de ces modes de production rend accessible la neutralité carbone en 2050.

### Pourquoi êtes-vous si optimiste ?

On a des marqueurs forts dans la région : le retail, l'industrie, la logistique qui sont autant d'opportunités pour décarboner. EDF vient de signer un partenariat avec le syndicat de la logistique pour l'accompagner dans la décarbonation. Un bâtiment logistique, c'est de la surface de toiture qu'on peut équiper en photovoltaïque. On peut travailler avec les logisticiens pour développer des électrolyseurs et mettre en place de la mobilité hydrogène lourde avec les camions. On part de grandes consommations, qui sont autant de très forts potentiels d'efficacité énergétique. C'est plus facile de cibler des plaques industrielles comme Dunkerque, Valenciennes ou le Cambrésis que des consommations fortement diffuses. On a des bras de levier plus importants.

### L'hydraulique a-t-il encore un potentiel ?

C'est l'énergie verte idéale. C'est 100% décarboné, stockable, avec une réactivité et une prédictibilité très forte. On pourrait en développer plus mais c'est conditionné au règlement du différend avec la commission européenne sur la mise en concurrence européenne des concessions. On a le réflexe du barrage, mais l'hydraulique offre d'autres potentiels, notamment avec des équipements de STEP : on crée un réservoir supérieur et un réservoir inférieur. Quand l'électricité est très peu chère, on remonte l'eau, quand il y a une pointe, on ouvre les vannes et on turbine. Ça se substitue à du « thermique à flamme », historiquement les centrales à charbon, aujourd'hui les centrales à gaz comme celle de Bouchain, qui est le CCG \*le plus performant au monde, avec son rendement de 62,22%.

### Avant d'investir dans le décarboné, ne faudrait-il pas d'abord jouer la sobriété ?

Deux effets vont se cumuler : l'efficacité et la sobriété énergétique d'abord, comme la rénovation énergétique des bâtiments. Et la décarbonation ensuite, par la substitution de moyens, comme le passage des bus à l'hydrogène ou à l'électrique en cœur de ville,

qui vont accroître la consommation d'électricité décarbonée. Aujourd'hui, l'énergie est consommée sous forme d'électricité à 25% et 75% sous forme fossile. En Hauts-de-France, c'est 80/20, du fait de notre industrie lourde. On aura des transferts d'usage, mais avec de gros effets de rendements. Une pompe à chaleur divise par 4 la consommation d'énergie, de surcroît avec une énergie décarbonée. Idem pour la voiture électrique : un moteur thermique a un rendement de 30% au mieux, le moteur électrique de 90%, et est décarboné.

### Donc les besoins vont grimper...

Dans ses scénarios, RTE dit qu'en 2050, on doit avoir plus de 50% d'électricité dans le mix énergétique complet, et un peu moins de 50% en énergie fossile. Soit une hausse de 35% de la part électrique dans l'énergie. Prenons le scénario fondé sur l'efficacité énergétique et la croissance économique : il prévoit 645 TéraWatts/heure à l'échelle de la France, contre 500 aujourd'hui. Pour cela, il y a plusieurs leviers : le Nouveau nucléaire, avec des puissances unitaires plus fortes (1600-1700 Mw par réacteur) et le développement des ENR, y compris l'hydraulique, le photovoltaïque diffus, avec une forte dynamique de l'autoconsommation, et des fermes de grande production, dont l'une sur le port de Dunkerque, sur plusieurs hectares.

### Une filière énergie s'est organisée en région. Quelle part y prenez-vous ?

EDF a son propre écosystème. Fin 2019, on avait lancé les EDF Pulse, avec un appel à projets d'entreprises innovantes. On travaille déjà avec une vingtaine de start up sur des projets très concrets : la qualité de l'air des bâtiments, le pilotage des outils industriels, l'analyse acoustique... Pour le reste, nous sommes en échange permanent avec la Région, notamment moi au titre de la présidence du Pôle Médée. La feuille de route rev 3 est en train d'être actualisée. Le champ à investir est très vaste. L'idée est que chaque pôle de compétence puisse contribuer, chacun sur ses maturités et ses périmètres. Il faut aussi trouver les solutions innovantes et les ruptures technologiques qui ont vocation à être industrialisées pour concourir à la neutralité carbone. Médée sera le coordinateur du contrat de plan Etat Région en cours de finalisation avec la recherche, pour relever le défi de 2050..

\*cycle combiné gaz

Recueilli par O.D.



**Dunkerque.** Malgré un Covid long, le trafic annuel du port a progressé de 8% l'an dernier. Fort du rebond de son activité, il envisage une année 2022 dynamique, avec 71 M€ d'investissement.

# Dunkerque-Port : progression tous azimuts, hors transmanche

2022 commence sous de bons auspices pour Dunkerque-Port, après un très bon exercice. Le troisième port de France se félicite, malgré la crise, « d'une très belle année 2021 ». Son trafic annuel a connu une hausse de 8% sur un an, pour s'établir à 48,6 millions de tonnes, contre 45,1 millions l'année précédente, dans une économie marquée par les confinements. La quasi-totalité des activités portuaires est ainsi en nette progression. Principalement les conteneurs, en poussée de 41%, qui dépassent les 650 000 boîtes. Un trafic multiplié par 3 ces 10 dernières années, souligne Maurice George, président du directoire du port. « Cette hausse s'explique par une hausse du trafic vers un hinterland très

élargi, mais aussi par le Brexit. Beaucoup de marchandises sont déchargées au port, avant d'être envoyées vers les îles britanniques », complète Daniel Deschodt, DGA et directeur commercial du port.

Les vrac liquides terminent l'année en progression de 14% (8,6 MT) ; +12% pour les hydrocarbures et même +17% pour l'activité GNL. Le terminal méthanier a quant à lui accueilli 62 navires l'an dernier, 10 de plus qu'en 2020. Les vrac solides pèsent 20,1 millions de tonnes (+11%). Mais avec de grandes disparités. Grâce à « un rythme soutenu de l'activité sidérurgiste », les minerais progressent de 29%. A l'inverse, les céréales, après leur année record en 2020, chutent d'autant à 2,4 millions de tonnes.

Les volumes de charbon sont, eux, en légère baisse (-1%), « alors que la baisse structurelle du charbon vapeur se poursuit », pointe le port.

Seul point noir, la crise impacte toujours autant le trafic Transmanche, qui plonge de 15% sur un an. Sous le poids des mesures sanitaires, qui affectent les déplacements à l'international, le flux de voyageurs régresse de 35% (700 000 voyageurs) en 2021, et les véhicules de tourisme de -54% (79 000 véhicules).

## Activité soutenue

Côté infrastructures, le port de Dunkerque annonce des investissements colossaux pour un total de 71 M€. Cette enveloppe, la plus élevée depuis cinq ans, cofinancée par les partenaires du port pour 36 M€, alimentera des travaux d'extension, d'aménagement ou encore de construction.

Au port Ouest, citons les 6 hectares de terre-pleins supplémentaires au terminal de Flandre (7 M€), la construction d'une nouvelle passerelle double pont (14 M€), ou encore la poursuite des travaux d'aménagement de la Zone Grandes Industries (9 M€). Au port Est, les travaux de comblement de la darse du Quai de Grande-Synthe, entre autres, prendront fin. Etape charnière avant la construction des silos de Nord Céréales ■ J.K.

## 31 000 emplois portuaires

L'Insee a voulu placer le projecteur sur le réseau des ports maritimes, fluviaux et des plateformes multimodales.

Au terme de cette étude originale, le secteur pèserait 31 000 emplois directs en région.

83 % des emplois se concentrent sur les ports de Dunkerque, Boulogne, Calais Port et Eurotunnel. De leur côté, les ports fluviaux et plateformes intérieures rassemblent moins d'emplois : 5 300. On relèvera que l'Insee s'appuie sur des données de 2017. L'impact de la crise sur l'emploi portuaire n'est donc pas intégré.





# Béthune-Bruay : Après le choc Bridgestone, la reconquête

**Béthune.** L'interco adopte une nouvelle stratégie de développement économique, centrée notamment sur la réindustrialisation, l'innovation et l'économie circulaire.

**L**e 13 janvier, l'Agglo Béthune-Bruay conviait la presse à la présentation de sa nouvelle stratégie de développement économique pour les années à venir. Le lieu de la rencontre s'est voulu symbolique : la toute nouvelle école de production EP2B - Ecole de production Béthune-Bruay -, ouverte en décembre dernier (photo). Le message est clair : après le tremblement de terre de la fermeture de Bridgestone, la communauté d'agglo mise gros sur la réindustrialisation de son territoire. Il compte 18% de ses emplois dans l'industrie. Un sacré défi que l'intercommunalité compte relever armée « *d'un tissu industriel solide, riche et dynamique* ». Elle brandit des arguments de poids ; l'arrivée du producteur de pneus recyclés Black-Star au côté de Mobivia, celle imminente de la filature Saflin, et la présence sur son territoire du tiers des



**L'EP2B forme 12 jeunes, entre 15 et 18 ans, au métier de conducteur d'installation de production. Basée à Lillers, l'école (la 6e de ce type en région) rejoindra ses locaux définitifs cet été à Bruay-la-Buissière.**

dossiers régionaux France Relance. Le président de l'agglomération Olivier Gacquerre l'assure : « *il y aura un avenir après Bridgestone* ».

Celui-ci naîtra sous les signes de l'innovation, de la transition numérique et écologique. Avec dans le viseur, l'évolution du Béthunois-Bruaysis en un territoire « *intelligent* », qui investit sur l'entrepreneuriat et la formation. Tout en développant son économie de proximité. De grandes thématiques, dans l'air du temps, qui incluent entre autres un projet de plateforme d'innovation « *Tech 3E* » porté par le Laboratoire Systèmes Electrotechniques et Environnement, l'accueil de jeunes pousses au sein du nouvel accélérateur Rev3. Mais aussi la création d'un incubateur territorial axé sur la « *ville de demain* », un partenariat avec le Québec sur des projets de data et Internet des objets, ou encore l'accompagnement (notamment financier) et l'aide à l'installation de porteurs de projets. Tout un programme ! ■ **J.K.**

## Amiens : polémiques autour de l'aménagement d'une ZAC

**Amiens.** La contestation monte autour de l'aménagement de la ZAC Boréalia, un espace de 62 hectares construit sur des terres agricoles.

Un non sens écologique, selon les opposants.

« **M**odèle dépassé », « aberration écologique », « non sens environnemental ». Les opposants à la zone Boréalia, prévue à l'ouest d'Amiens à l'horizon 2023, n'ont pas de mots assez durs pour ce projet qu'ils considèrent aller à contre-sens de l'histoire. Leur argument principal ? Il va « *artificialiser* » - « *bétonner* », disent-ils - pas moins de 62 hectares de terres agricoles. Pour tenter de faire revoir sa copie à Amiens Métropole, un collectif s'est créé dont la pétition a déjà recueilli plus de 30 000 signatures. La ministre de l'Ecologie elle-même, Barbara Pompili, est montée au créneau. Interrogée par France 3 Picardie lors du récent déplacement de Jean Castex à Amiens, elle a invité Amiens Métropole à reprendre le dossier. « *On est sur un modèle complètement dépassé. Amiens*

*a suffisamment d'espace pour construire des entreprises et des logements sans être obligée d'artificialiser. On travaille avec la collectivité pour qu'elle revoie son projet* », a expliqué la ministre. Faux, a rétorqué Alain Gest, président d'Amiens Métropole, visiblement décidé à faire aboutir un dossier - imaginé il y a 20 ans - qu'il estime structurant pour l'avenir économique du territoire.

Selon un rapport de la Mission régionale d'autorité environnementale, rendu en octobre dernier, Amiens Métropole n'a pas suffisamment mesuré l'impact environnemental du projet. La commission pointe notamment l'important trafic de poids lourds que la commercialisation de la zone pourrait entraîner. Des remarques visiblement prises en compte, Marc Foucault, le

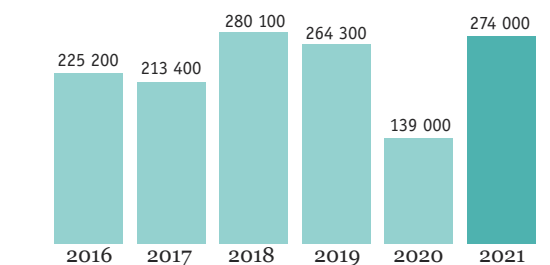


vice-président d'Amiens Métropole en charge de l'économie, ayant promis que Boréalia serait « *la dernière zone d'activités faite de façon classique, sur les terres agricoles* ». La collectivité n'a, de toute façon, pas le choix, la loi Climat qui s'imposera en 2030, prévoyant un objectif de zéro artificialisation nette à cette date ■ **G.R.**

# Bureaux : Malgré la crise sanitaire, Lille retrouve ses plus hauts historiques

**Métropole lilloise.** Après un vrai plongeon en 2020, le marché tertiaire lillois a particulièrement bien performé l'année suivante. Jusqu'à frôler son record de 2018.

Les frémissements du premier semestre auront été de bon augure. Le marché de bureaux lillois a créé la surprise -heureuse, en dépit du télétravail - en 2021, après un bilan d'activité très dégradé par la crise sanitaire l'année précédente. Avec quelque 274 000 m<sup>2</sup> transactés l'an dernier, il réalise même sa deuxième meilleure performance historique, après le record de 2018 (280 000 m<sup>2</sup>). Au total, 423 opérations ont été nouées, avec un attrait toujours aussi important pour le neuf. Comptes propres compris, celui-ci représente 60% du bilan. Le dynamisme du marché se fait également ressentir au niveau des investissements, qui ont atteint la barre des 350 M€. Désormais, tout l'enjeu pour les entreprises est de permettre un retour de leurs salariés au bureau dans de bonnes conditions. Les professionnels du tertiaire s'attendent donc, dès cette année, à un déménagement vers les immeubles



Evolution du marché de bureaux (en m<sup>2</sup>) entre 2016 et 2021

neufs et récents. Quid de la seconde main ? « Il y a beaucoup d'arbitrages sur ces immeubles. Les promoteurs devront les réhabiliter en nouveaux bureaux ou les reconverter en logements », répond Xavier Delecroix, directeur adjoint « Bureaux Région Nord » chez BNP Paribas Real Estate. Côté loyers, ceux-ci ont été maintenus en 2021 ; 240€ du m<sup>2</sup> dans le neuf et 220€ dans le seconde main dans le quartier prime d'Euralille. Toutefois, les

tarifs devraient sensiblement progresser dans les prochaines années. Tirés, d'une part, par l'exigence des clients pour des bureaux toujours plus serviciels et, d'autre part, par le décret tertiaire attendu en 2030. Ce dernier impose aux propriétaires et exploitants de bâtiments une réduction progressive de la consommation énergétique finale de leur parc : 40% de moins en 2030 par rapport à 2010, 60% de moins en 2050. Confiants, les professionnels du bureau envisagent une activité similaire à celle de 2021, avec la livraison de beaux projets dans la métropole. Le plus imposant arrivera cet été, le SHAKE et ses 33 000 m<sup>2</sup>. Mais il y aura aussi le campus marquettois de Lesaffre (23 000 m<sup>2</sup>) ou encore la Move Factory de Mobivia à Villeneuve d'Ascq (17 500 m<sup>2</sup>). Pour Xavier Delecroix, ces programmes illustrent bien que, malgré la Covid, « le bureau est loin d'être mort » ■ J.K.

## SIA Habitat va investir 2 milliards en dix ans

**Douai.** Dans un contexte tendu pour le logement social, le bailleur membre d'Habitat en région (Caisse d'Epargne) met les bouchées doubles dans son nouveau plan stratégique. Avec plus de 5 800 constructions neuves à la clé.

Un an après son arrivée aux manettes de SIA Habitat, Amélie Debrabandère présentait fin janvier les nouvelles ambitions du bailleur social. Il compte un parc de 45 000 logements, dont près de 8 000 issus des logements miniers, le reste sur le littoral et la métropole lilloise pour l'essentiel. Adossé au groupe Caisse d'Epargne à travers Habitat en région, SIA Habitat a d'ailleurs opéré des échanges de parc avec son cousin SIGH : ce dernier lui a cédé 2 400 logements tandis que SIGH reprenait 1 200 logements sur le Cambrésis et le Valenciennois. Ainsi compte-t-il désormais 9 000 logements sociaux sur la métropole lilloise, et 10 000 dans le viseur dans les trois ou quatre ans.

En effet, SIA Habitat entend monter fortement le curseur de ses ambitions. Cela commence par un programme de construction d'un peu plus de 500 logements par an, pour générer 5 800



nouveaux logements à horizon 10 ans, auquel s'ajoute un fort volume de réhabilitations, soit près de 2 milliards d'euros d'investissement presque à parité. 91% des constructions porteront sur du logement social, le reste sur de l'accession à la propriété. Du reste, SIA Habitat n'hésite pas à céder du patrimoine. Le bailleur a vendu 145 logements en 2021, pour 14 M€. « C'est une source de fonds propres pour mener

**Le plan stratégique de SIA prévoit entre autres de porter les logements à l'étiquette thermique E, F ou G au niveau C.**

nos constructions et nos réhabilitations », pointe Amélie Debrabandère. Du reste, le bailleur veut préserver ses capacités dans un contexte difficile pour le logement social, alors que l'évolution du livret A réduit les moyens du secteur. SIA Habitat vient ainsi de se faire noter par l'agence Fitch, une première, afin de pouvoir faire appel aux outils de financement intermédié. « L'agilité financière et patrimoniale devient absolument nécessaire pour mener une politique ambitieuse de production et de réhabilitation », insiste la directrice générale.

SIA Habitat n'en oublie pas pour autant son rôle social, avec des actions multiples, parmi lesquelles la réalisation de 540 logements d'ici 2024 accessibles aux personnes à mobilité réduite ou la mise en place d'une aide à l'installation de 250 euros pour les jeunes de 18 à 25 ans. A noter aussi pour 2022 la réhabilitation du siège de l'entreprise, à Douai, qui accueille 200 de ses 625 salariés ■ O.D.



Chaque année, l'ADEME soutient plusieurs centaines de projets en Hauts-de-France en faveur de la Transition écologique. Les aides engagées dans la région représentent en moyenne un montant annuel de l'ordre de 65 M€. L'équipe régionale accompagne tous les acteurs (collectivités, entreprises, particuliers) en leur proposant une ingénierie de financement de projets.

## EN BREF

### Osez le recyclable

Vous êtes une entreprise ou une association, avec un projet de réduction de vos emballages ? Ceci est pour vous ! Vous avez jusqu'au 30 juin 2022 pour solliciter l'aide au réemploi, à la réduction et à la substitution des emballages et contenants, notamment en plastique à usage unique, de l'ADEME. Celle-ci ambitionne en effet d'accompagner les structures dans l'adoption d'emballages réemployables et/ou en matériau recyclable.

### Faciliter l'écoconception

L'ADEME se mobilise auprès des acteurs régionaux dans l'amélioration de leur bilan environnemental, énergétique ou encore matière produits et services. Pour soutenir ces projets, l'agence a mis en place, jusqu'au 30 juin prochain, deux dispositifs, réservés aux TPE et PME. L'un pour le soutien d'études d'analyse du cycle de vie et d'affichage environnemental, et l'autre pour les investissements liés à la conception de produits, à l'obtention d'un Ecolabel européen ou à l'amélioration de la note d'affichage environnemental.

#### Contact

Céline Morcel :  
celine.morcel@ademe.fr -  
03 22 45 70 73

## 4 scénarios vers la neutralité carbone



Toujours dans sa volonté d'éclairer le futur pour nous aider à faire les choix nécessaires aujourd'hui, l'ADEME a publié fin 2021 quatre scénarios pour atteindre la neutralité carbone en France. Comment atteindre le zéro carbone en 2050 ? L'ADEME a planché sur différentes hypothèses pour parvenir à cet objectif ambitieux, désormais entré dans le langage commun. Un travail précieux pour mesurer l'impact des évolutions technologiques, des comportements et de l'action collective, présents dans tous les cas, sous-tendus par une planification claire associant Etat, territoires, acteurs économiques et bien sûr citoyens. Point clé de la neutralité carbone : elle passe d'abord par la réduction de la demande en énergie qui, suivant les scénarios de sobriété et d'efficacité, s'étagerait entre - 23% et - 55%. L'apport des énergies renouvelables va dans tous les cas s'accroître fortement, pour alimenter 70% de l'approvisionnement énergétique à l'horizon 2050. Et un autre invariant de ces scénarios est l'engagement très puissant de l'industrie pour décarboner sa production à travers de lourds investissements de transformation. Premier scénario, la « *génération frugale* » : dans les modes de vie, la consommation de viande est divisée par 3, le bio représente 70% de l'alimentation, l'habitat est rénové massivement et rapidement tandis que la construction neuve est fortement limitée. Les trajets sont réduits de moitié. Côté industrie, le recyclage prend une part prépondérante (70%) pour l'acier, l'alu, le verre, le papier-carton et les plastiques.

Le second scénario, baptisé « *coopérations territoriales* » voit se développer l'économie du partage, le bio représente 50% de l'alimentation, la taille des logements est adaptée à celle des ménages. Les investissements d'ENR et d'efficacité énergétique sont massifs, avec une fiscalité environnementale adaptée et une bonne coopération européenne et territoriale.

Dans le troisième scénario, les « *technologies vertes* », les nouvelles technologies l'emportent sur la sobriété, et les data centers consomment même dix fois plus qu'en 2020. Le bio ne pèse que 30% de l'alimentation, les mobilités sont très accompagnées par l'Etat, avec une poussée des trajets par personne de 13%.

La quatrième voie, dite de « *pari réparateur* », est fondée sur le maintien des modes de consommation de masse : quasi maintien de la consommation de viande, des constructions neuves, forte augmentation des mobilités, mais aussi de la consommation des data centers (x 15). Dans cette hypothèse, la neutralité carbone passe par une planification centralisée du système énergétique et le captage et le stockage géologique du CO<sub>2</sub>. On relèvera que cette vision globale de la société en 2050 est complétée de plans de transition sectoriels (PTS) que l'ADEME a commencé à élaborer en co-construction avec plusieurs secteurs (ciment, acier, aluminium, chimie notamment). Ce travail va être mobilisé dans plusieurs régions, et notamment en Hauts-de-France, où ces quatre scénarios constituent la trame de réflexion d'une prospective en cours sur les sols et l'emploi. Il s'agira notamment de « *faire atterrir* » les scénarios nationaux dans le contexte régional. Comme pour ses travaux sur le système énergétique régional ou sur l'économie circulaire conduits précédemment par la Direction Régionale de l'ADEME, cette réflexion n'est pas un travail en chambre mais un exercice conduit avec les décideurs et acteurs économiques et publics du territoire. Résultat fin 2022 pour appréhender toutes les implications spatiales et locales de ces visions ■

Pour découvrir l'intégralité de cette vision de la société en 2050, rendez-vous sur [www.transitions2050.ademe.fr](http://www.transitions2050.ademe.fr)



## Le Pas-de-Calais redresse ses finances

Les satisfecits de la Chambre des comptes ne sont pas légion. C'est la tonalité générale de son dernier rapport d'observation sur le département du Pas-de-Calais. Les comptes se sont rétablis de façon spectaculaire depuis 2016. L'épargne brute a triplé pour atteindre 123 M€, tandis que la capacité de désendettement passait d'un niveau très préoccupant de 16,8 ans à 5,7 ans. Le fruit de très bonnes recettes de fonctionnement et de la bonne conjoncture, mais aussi d'une bonne maîtrise des dépenses sociales entre 2010 et 2015 « *tout en préservant le niveau de soutien à l'usager* », même si le rythme a remonté depuis. La Chambre regrette un recours à l'endettement pour financer de nouveaux projets alors que le département « *aurait pu faire appel à sa trésorerie abondante* ». Le rapport préconise la prudence pour l'avenir, la collectivité restant selon elle exposée aux aléas de recettes instables.

## L'ESS régionale à la loupe

La Chambre régionale de l'économie sociale et solidaire (CRESS) publie son nouveau panorama de l'ESS. Malgré une rédaction dans une écriture inclusive extrêmement indigeste, l'étude offre une vision riche d'enseignement de l'ESS en région : le secteur compte 198 800 salariés, essentiellement salariés du monde associatif, représentant 10,8% de l'emploi en région. Près de 9 structures de l'ESS sur 10 sont associatives, regroupant 84,4% des salariés du secteur. Les coopératives comptent pour 9,2% des emplois, devant les fondations et les mutuelles (3,4% et 3%). Les salariés de l'ESS relèvent de petites structures pour plus de 70% d'entre eux. Les trois premiers secteurs employeurs de l'ESS dans les Hauts-de-France sont l'action sociale (93 700 salariés), l'enseignement (33 400) et les activités financières et assurance (15 000). On notera aussi que le secteur est fortement féminin, pour près des deux tiers des salariés.



## LGV Nord : SNCF Réseau engage 41,3 M€ en 2022

Le renouvellement de la Ligne à Grande Vitesse Nord se poursuit. Débuté en 2015, le chantier prévoit cette année le remplacement de 28 km de voie ferrée dans le sens Lille-Paris, entre Beaulencourt et Izel-lès-Equerchin, dans le Pas-de-Calais. L'opération se déroulera en deux phases. La première porte, depuis son lancement le 17 janvier et jusqu'au 9 avril, sur le renouvellement de 30 000 tonnes de ballast (cailloux supportant la voie ferrée). La seconde, du 16 mai au 16 juillet, concernera le remplacement de 56 km de rails. Les travaux sont opérés de nuit, par 200 personnes employées par SNCF Réseau et des entreprises extérieures. Le renouvellement de la Ligne à Grande Vitesse Nord (333 km de long) représente un budget global de 420 M€ sur 10 ans, soit jusqu'en 2024. Le chantier de cette année est évalué à 41,3 M€, entièrement financé par SNCF Réseau.

## Autonomie et Solidarité vise les 30 projets en 2022

Malgré le contexte sanitaire, le fonds d'investissement solidaire a maintenu un bon niveau d'activité en 2021 avec une intervention dans 20 entreprises dont la moitié en prise de participation. Il aura investi 1,9 M€ sur l'exercice pendant lequel il a changé de statut pour se transformer en SCIC SA à capital variable, détenue par plus de 2000 sociétaires. Son délégué Laurent Lemoine indique qu'Autonomie & Solidarité vise désormais le cap des 30 projets annuels, un rythme qui pourrait être atteint dès 2022. Après un exercice déficitaire en 2020, la structure s'attend à un exercice très positif en 2022 (arrêté comptable reporté au 30 juin), grâce notamment aux sorties. Retardées depuis deux ans, ces dernières connaissent un fort effet de rattrapage depuis l'automne. Créée il y a 31 ans, Autonomie & Solidarité investit des tickets de 10 à 210 K€, et compte un portefeuille de 80 participations.





## Alcatel branche 100 emplois et 120 M€ à Calais

Alcatel Submarine Networks (ASN) lance un plan d'investissement massif à Calais. Objectif : répondre à la demande croissante en câbles de transmission télécom sous-marins. Alcatel consacre une enveloppe de 120 M€ (70 M€ ont déjà été investis en 2021), en grande partie pour la construction de deux nouveaux bâtiments. Ceux-ci accueilleront de nouvelles lignes de production, ainsi que des espaces pour le raccordement des câbles et leur stockage. Les investissements s'accompagnent de plus de 100 nouveaux emplois, qui s'ajouteront aux 650 employés en CDI et les 200 intérimaires déjà présents chez Alcatel-Calais.

## Secom reprend Bel Air Media et KUIV

Le groupe audiovisuel régional Secom, présidé par Bruno Lécluse, s'adjuge deux petites structures parisiennes à travers Bel Air Média et KUIV Production. La première est spécialisée dans le spectacle vivant, la seconde dans la production de documentaires historiques et culturels. Le groupe ne communique pas sur les chiffres de ses acquisitions ni sur son propre chiffre d'affaires. Selon le site Infogreffe, Bel Air Media a réalisé en 2020 un chiffre d'affaires de 1,6 M€, en perte de 0,6 M€, avec 8 salariés, et KUIV réalisait 1,4 M€ pour un résultat de 0,4 M€ (dernier compte déposé en 2018), avec 8 salariés également. Secom annonce à l'occasion la nomination d'un directeur général, Grégoire de Vaissière, un ESCP de 39 ans rompu à l'univers de l'audiovisuel et ex président de l'Obs.



## Alliance Automotive lance un site de pièces détachées de seconde main

Alliance Automotive Group, premier groupe de distribution de pièces automobiles et poids lourds, a lancé il y a quelques semaines, depuis son site d'Amiens, le site Internet Back2car, dédié à la vente de pièces détachées d'occasion pour les particuliers. La marque y commercialise des pièces reconditionnées et garanties deux ans, jusqu'à 75 % moins chères que des neuves. Alliance Automotive Group s'appuie sur son site picard, baptisé « *Préférence Recyclage Amiens* », présenté comme « *l'un des plus grands sites de production de pièces issues de l'économie circulaire (P.I.E.C) de France* ». Il traite sur 6,5 hectares plus de 8 000 véhicules par an, soit un gisement de plusieurs « *dizaines de milliers de pièces* ». Back2car devrait générer un chiffre d'affaires de plus de 0,6 M€ euros en 2022 sur le seul segment des particuliers.



## Quel avenir pour Demeyère ?

En redressement judiciaire depuis décembre, le géant du meuble en kit fait l'objet de plusieurs offres de reprise. Six candidatures s'étaient fait jour fin janvier, pour tout ou partie du groupe familial et centenaire de Pénichies (750 salariés). Seules deux propositions concernaient l'intégralité du groupe (qui possède une usine à Nersac ainsi qu'une unité au Vietnam), de la part d'ABSO Construction et Équipement et surtout du groupe marocain CEMA Bois de l'Atlas. Alpagroup et Innov'Axe se sont positionnés pour les entités de la métropole lilloise, et le lyonnais Market Maker pour l'usine de Charente. Une audience avec les repreneurs devait intervenir le 2 mars pour une décision du tribunal espérée fin mars.





**PATRICE PENNEL,**  
PRÉSIDENT DU MEDEF HAUTS-DE-FRANCE

« Un formidable signal d'optimisme »

Nous sommes très fiers qu'Exotec fasse partie du cercle très fermé des 26 licornes françaises. Tout d'abord parce qu'il s'agit d'une technologie développée par une start-up des Hauts-de-France, mais surtout parce qu'elle est à ce jour l'unique licorne industrielle sur le territoire français.

C'est un formidable signal d'optimisme pour l'industrie régionale. Exotec serait-elle le signal que les efforts réalisés depuis de nombreuses années portent maintenant leur fruit ? D'autres entreprises plus discrètes, comme Niryo ou Otonohm, pourraient rapidement confirmer cette dynamique du rebond industriel régional. Et n'oublions pas le mouvement de relocalisation engagé : 60 relocalisations ont été identifiées dans les Hauts-de-France. En ce début d'année, voilà des raisons supplémentaires d'être optimiste pour l'avenir de notre région.



Les robots d'Exotec sont capables de se mouvoir en trois dimensions et atteindre jusqu'à 10 mètres de haut. Ils ont conquis Cdiscount, Carrefour ou encore Uniqlo.

# Exotec devient licorne et s'envole

C'est LA grosse annonce de ce début d'année. Si ce n'est de l'année entière. Sept ans seulement après sa création, Exotec entre dans le cercle très fermé des licornes, ces animaux numériques valorisés à 1 Md ou plus. Le spécialiste de la robotique logistique devient même la toute première licorne industrielle du pays. Elle vient en effet de lever 335 M\$, un montant qui la valorise à 2 Mds\$. La jeune société de Croix a bouclé son tour de table auprès de Goldman Sachs Asset Management, de Bpifrance (via son fonds Large Venture) et du fonds britannique 83North. Cette prouesse d'Exotec valait bien une double visite ministérielle. Le 19 janvier, Agnès Pannier-Runacher, ministre de l'industrie, et Cédric O, secrétaire d'Etat à la transition numérique, se sont rendus sur place. L'occasion pour les deux ministres d'en apprendre davantage sur les ambitions futures de l'entreprise, mais aussi de lever le voile sur la stratégie d'accompa-

gnement des jeunes pousses françaises par le gouvernement, dans le cadre de France 2030. Dévoilé par Emmanuel Macron en octobre dernier, ce plan d'investissement d'envergure est doté de 30 Mds€ et vise à mobiliser l'innovation face aux défis majeurs actuels.

## Recrutement massif

« Cette réunion chez Exotec est symbolique car c'est notre première licorne industrielle, mais c'est aussi l'image de notre ambition pour l'attractivité du pays », confirme Cédric O. Une ambition qui vise à massifier la montée en régime des start-up industrielles. Car ces entreprises sont « une partie de la solution face aux enjeux de souveraineté, sociétaux, environnementaux ou encore alimentaires des années à venir », estime Cédric O. À l'image d'Exotec, le gouvernement souhaite accompagner le développement de start-up innovantes à l'activité industrielle et ainsi les faire passer





**Croix.** Le fabricant de solutions robotisées pour la logistique opère une énorme levée de 335 M\$, qui la valorise à 2 milliards de dollars. Désormais estampillée licorne, Exotec veut recruter 500 ingénieurs en région et pousser les feux outre-atlantique. Décoiffant.



**PHILIPPE HOURDAIN,**  
PRÉSIDENT DE LA CCI DE RÉGION  
*« Quelle crédibilité  
ça nous donne ! »*

Je les avais fait intervenir à l'Assemblée générale de la CCI il y a deux ans, ils m'avaient déjà impressionné à l'époque. Ils ont un produit extraordinaire, ils ont trouvé les moyens de le développer. La période est difficile, mais elle est aussi exceptionnelle. Le projet Exotec montre que tout est possible pour les jeunes entrepreneurs, les ingénieurs qui ont des idées, même de devenir une licorne. Pour le territoire, c'est exemplaire et porteur. Pour notre stratégie régionale prioritaire de développer la logistique, quelle crédibilité ça nous donne !

e

« du laboratoire à la phase d'industrialisation ». Objectif ? Permettre la création de 100 usines par an, issues de start-up, soutenue par un budget de 2,3 Mds€ sur cinq ans. « *Il nous faut aller vite* », prévient Agnès Pannier-Runacher, qui aimerait lancer 10 chantiers d'ici à la fin du premier trimestre 2022. Pour cause, ces start-up industrielles présentent aussi un fort potentiel de création d'emplois. Chez Exotec, les dirigeants ambitionnent le recrutement de 500 ingénieurs en R&D dans les 3 ans... pour leur seul site de Croix ! « *On a réussi à doubler l'an dernier, donc je pense que c'est un objectif atteignable* », confie Renaud Heitz, co-dirigeant, à Eco121. Son entreprise vise les 600 salariés dans le monde fin 2022, contre 370 aujourd'hui (250 en région). Côté investissement, Exotec mobilisera dès cette année une enveloppe « *de plusieurs dizaines de millions d'euros* » pour, entre autres, produire la 6e génération de ses robots Skypods. Avec cette dernière levée de fonds, la société souhaite notamment accélérer aux Etats-Unis, où elle est présente depuis l'an dernier, pour atteindre « *rapidement* » le milliard d'euros de chiffre d'affaires. Une ambition à rapporter aux 105 M€ d'activité réalisés en 2021 ■ **Julie Kiavué**



**CORINNE MOLINA,** VICE-PRÉSIDENTE DE MÄDER, ET **SAM DAHMANI,** DG FRENCH TECH LILLE  
*« Toute l'âme de l'industrie  
est là ! »*

**C.M. :** Ce qui est fort c'est la renaissance de notre territoire industriel. Il renaît grâce aux technologies, au digital, mais aussi grâce aux collaborations. Toute l'âme de l'industrie est là ! On a tout pour accélérer sur la dynamique French Tech. Il est important de changer l'image des Hauts-de-France, et Exotec y participe beaucoup.

**S.D. :** L'évolution d'Exotec en licorne est plus qu'un symbole, c'est le renforcement de ce qu'on bâtit à Lille depuis le lancement de la French Tech Lille il y a deux ans et demi. A l'époque, l'industrie avait besoin de se digitaliser. Aujourd'hui, nos start-up comme Exotec prouvent qu'il y a un changement de paradigme. Nous avons besoin de maîtriser notre souveraineté et internaliser notre chaîne de valeur. Et pour cela, la création de talent est indispensable !

## Unither investit 68 M€ pour produire des vaccins en unidoses

**Amiens.** Le spécialiste des unidoses stériles s'attaque au marché des vaccins. Une unité dédiée va voir le jour, capable de produire 1 milliard de doses par an.

« **N**ous avons un besoin urgent de renverser les choses : d'une majorité de vaccins allant dans les pays riches à une majorité allant dans les pays pauvres ». Cet été, le directeur de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, tirait la sonnette d'alarme concernant l'urgence à renforcer la couverture vaccinale des pays en développement. Pour y parvenir, encore faut-il lever deux des principaux freins à la vaccination : son coût et sa complexité de mise en œuvre. Une partie de la solution pourrait venir d'un Français : le picard Unither Pharmaceuticals, connu pour être le leader mondial des unidoses stériles, des fioles en polyéthylène basse densité, qui peuvent contenir du collyre, des solutions désinfectantes, des traitements contre l'asthme et désormais... des vaccins. Le façonnier va en effet investir 68 M€ dans la construction d'une extension de 6 000 m<sup>2</sup> sur son site d'Amiens. Une usine dans l'usine en quelque sorte, où

sera produite la nouvelle technologie développée par le groupe : des systèmes d'injection, basés sur le principe des unidoses, auxquelles sont ajoutées une aiguille. Un concept simple, donc rapide à fabriquer en masse. « *Notre objectif est de produire à terme un milliard d'unités par an* », annonce Eric Goupil, Pdg du groupe. Le système pourrait abaisser les coûts, mais surtout faciliter l'emploi des vaccins en évitant par exemple, les pertes de produit ou les contaminations éventuelles liées à l'utilisation d'un flacon. D'ici cinq ans, cinq lignes de production seront construites, de quoi employer 200 opérateurs supplémentaires sur le site où travaillent déjà 300 salariés. Unither est, pour l'heure, en négociation avec les principaux fabricants de vaccins contre la Covid-19, mais pas seulement. L'objectif du groupe est aussi de produire des solutions contre certaines maladies, encore trop courantes dans les pays en développement, comme la rubéole ou

D'ici 5 ans, cinq nouvelles lignes seront construites qui emploieront 200 personnes.



la diarrhée sévère du nourrisson, selon Eric Goupil. Ce projet illustre la volonté des pouvoirs publics de retrouver une souveraineté en matière de capacités industrielles pharmaceutiques. La moitié de l'investissement, soit 34 M€, sera financée par l'Etat via l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) Capacity Building, visant à réduire la dépendance européenne. Un résultat positif de la crise, en somme ■ G.R.

## Le spécialiste des logiciels médicaux Evolucare Technologies lève 23 M€

**Villers-Bretonneux.** L'éditeur de logiciels de gestion des soins critiques compte se déployer à l'international.

L'éditeur de logiciels médicaux Evolucare Technologies a levé 23 M€ sous forme d'un emprunt obligataire de type Euro PP, remboursable *in fine* sur sept ans. Une opération conduite grâce au Crédit Agricole Brie Picardie, premier partenaire bancaire du groupe, via la structure dédiée CIB, auprès des fonds Aviva Investors France et Tikehau Capital. « *Ce système, non dilutif, permet de garder la maîtrise du capital, tout en disposant d'un apport nécessaire pour notre développement à l'international* », explique Elie Le Guilcher (photo), président d'Evolucare Technologies. Très présent en France, Evolucare, détenu par la fa-

mille Le Guilcher, associée à Essling Capital, entend se développer en Europe. Il vient ainsi d'acquérir HIM, spécialiste allemand de la digitalisation des services de réanimation et d'anesthésie outre-Rhin. Cette entreprise d'une vingtaine de salariés pour près de 4 M€ de chiffre d'affaires va lui permettre de s'implanter en Allemagne et dans l'Est de l'Europe, voire en Scandinavie. Des zones géographiques « *beaucoup plus rémunératrices que l'Hexagone* », selon le président fondateur du groupe de plus de 250 personnes. Evolucare Technologies veut prendre une place de tête dans la course à la consolidation du secteur en Europe. Ces dernières années,



le groupe a multiplié les acquisitions : Actibase, spécialiste de l'imagerie médicale, en 2020, MedgicGroup, éditeur d'une solution pour la prise en charge des résidents en EHPAD et enfin la division « *gestion administrative du patient* » (GAP) de Cerner France. Une stratégie couplée avec le développement de partenariats avec des start-up comme le spécialiste des chatbot BOT-design ou celui de l'IA Milvue. De quoi viser les 100 M€ de chiffre d'affaires d'ici cinq ans. En 2021, le groupe basé depuis 1988 à Villers-Bretonneux, aura réalisé 37 M€ de chiffre d'affaires, le double d'il y a cinq ans. Cette année, son Ebitda avoisinera 10 M€ ■ G.R.



# Retrouvez les anciens numéros d'Éco121 !



## Bon de commande

Je souhaite recevoir le(s) ancien(s) numéro(s) suivant(s) :

- |                               |                               |                               |                               |                                |                                |
|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|
| <input type="checkbox"/> n°64 | <input type="checkbox"/> n°73 | <input type="checkbox"/> n°82 | <input type="checkbox"/> n°91 | <input type="checkbox"/> n°99  | <input type="checkbox"/> n°108 |
| <input type="checkbox"/> n°65 | <input type="checkbox"/> n°74 | <input type="checkbox"/> n°83 | <input type="checkbox"/> n°92 | <input type="checkbox"/> n°100 | <input type="checkbox"/> n°109 |
| <input type="checkbox"/> n°66 | <input type="checkbox"/> n°75 | <input type="checkbox"/> n°84 | <input type="checkbox"/> n°93 | <input type="checkbox"/> n°101 | <input type="checkbox"/> n°110 |
| <input type="checkbox"/> n°67 | <input type="checkbox"/> n°76 | <input type="checkbox"/> n°85 | <input type="checkbox"/> n°94 | <input type="checkbox"/> n°102 | <input type="checkbox"/> n°111 |
| <input type="checkbox"/> n°68 | <input type="checkbox"/> n°77 | <input type="checkbox"/> n°86 | <input type="checkbox"/> n°95 | <input type="checkbox"/> n°103 | <input type="checkbox"/> n°112 |
| <input type="checkbox"/> n°69 | <input type="checkbox"/> n°78 | <input type="checkbox"/> n°87 | <input type="checkbox"/> n°96 | <input type="checkbox"/> n°104 | <input type="checkbox"/> n°113 |
| <input type="checkbox"/> n°70 | <input type="checkbox"/> n°79 | <input type="checkbox"/> n°88 | <input type="checkbox"/> n°97 | <input type="checkbox"/> n°105 | <input type="checkbox"/> n°114 |
| <input type="checkbox"/> n°71 | <input type="checkbox"/> n°80 | <input type="checkbox"/> n°89 | <input type="checkbox"/> n°98 | <input type="checkbox"/> n°106 | <input type="checkbox"/> n°115 |
| <input type="checkbox"/> n°72 | <input type="checkbox"/> n°81 | <input type="checkbox"/> n°90 | <input type="checkbox"/> n°98 | <input type="checkbox"/> n°107 | <input type="checkbox"/> n°116 |

Au prix de :

- 1 numéro ..... 3€00  
 2 numéros ..... 2€50 l'unité  
 3 numéros et au-delà ..... 2€00 l'unité  
 + Frais de port (jusqu'à 3 ex. au-delà, nous consulter) 3€50

Soit au total :

Vos coordonnées :

NDM \_\_\_\_\_  
 PRENOM \_\_\_\_\_  
 ADRESSE \_\_\_\_\_  
 \_\_\_\_\_ CODE POSTAL \_\_\_\_\_  
 VILLE \_\_\_\_\_  
 TÉL. \_\_\_\_\_

Règlement

- Par chèque à l'ordre de ECOPRESSE  
 Par virement : Banque Caisse d'Épargne  
 LILLE - IBAN : FR76 1627 5008 0008 0003 5417 520

ENVOYEZ À : **Ecopresse - Riveo - 300 rue de Lille - 59520 Marquette-Lez-Lille**



## Biotech : Genfit joue les phénix avec Ipsen

**Lille.** Fin décembre, Ipsen a racheté les droits de la molécule Elafibranor pour 120 M€ et pris 8% du capital. Une nouvelle trajectoire gagnante pour la société lilloise.

Après l'échec de sa molécule phare l'Elafibranor contre la maladie du foie NASH, beaucoup pensaient que Genfit était condamnée. Que nenni ! Re centrée sur une maladie rare, la cholangite biliaire primitive (PBC), la biotech lilloise vient de séduire le laboratoire Ipsen, qui met 120 M€ sur la table pour acquérir la licence exclusive de la molécule. L'accord va plus loin : une série d'étapes (milestones) est prévue, qui pourrait amener Ipsen à ajouter 360 M€ (achèvement des études de phase 3, par exemple) sans compter les royalties sur les ventes, qui pourraient atteindre jusqu'à 20%. Les résultats de la phase 3 devraient intervenir début 2023, tandis que la commercialisation interviendrait en 2025. On ajoutera qu'Ipsen rentre par la même occasion au capital de Genfit, à hauteur de 8% tandis que David Loew, directeur général d'Ipsen, fait son entrée au conseil d'administration de Genfit.

La PBC est une maladie rare, qui ne touche que 90 000 personnes par an à l'échelle mondiale, mais le coût du traitement est élevé, aux alentours de 65 000 €, ce qui en fait un marché rentable, évalué à 500 M€.

« Cet accord nous donne une visibilité financière très améliorée », résume sobriement Pascal Prigent (photo), à la tête de l'entreprise depuis 2018. Et qui souligne que les frais de développement de l'Elafibranor, ainsi que ceux d'une lourde étude de long terme seront pris en charge par Ipsen : c'est donc autant de trésorerie qui demeure dans l'entreprise.

Au côté de l'Elafibranor, Genfit compte désormais développer de nouvelles molécules. « On a montré qu'on savait amener un produit du stade pré-clinique à la phase 3 », décrypte Pascal Prigent. La société vient du reste d'acquiescer les droits d'un nouveau composé auprès de la société marseillaise Genoscience Pharma, dans une indication



contre un cancer du foie rare, le cholangiocarcinome. La phase 2 pourrait débuter dès le second semestre 2022. Deux ou trois autres candidats médicaments pourraient suivre à terme. Parallèlement à ce renouveau, Genfit reprend aussi les embauches. Après vingt recrutements l'an dernier, la société devrait embaucher « au moins autant, sans doute plus » cette année, selon le dirigeant ■ O.D.

## L'alliance Trenoï-Décamps-Setin se diversifie dans le matériel électrique

**Beauvais.** Alliés de longue date hors de leurs zones historiques, les deux spécialistes en quincaillerie professionnelle reprennent le picard Salentey. Opérant ainsi une diversification dans la distribution de matériel électrique.

Une diversification stratégique. C'est ce que viennent d'opérer les groupes familiaux Trenoï-Décamps et Setin, tous deux spécialisés dans le négoce de matériels de quincaillerie à destination des professionnels du bâtiment. Chacun autonome dans sa région, nordiste pour le premier, normande pour le second, ils sont alliés ailleurs, et c'est ainsi qu'ils reprennent ensemble les établissements Salentey, à Beauvais, dans l'Oise. Cet acteur de la distribution de matériel électrique à destination des artisans, des industriels et des institutions publiques possède un réseau de cinq agences réparties sur le territoire de l'ex-Picardie, dans le Pas-de-Calais ou au nord de Paris. Avec cette

opération, Trenoï-Décamps et Setin mettent la main sur un acteur très bien implanté sur le marché du matériel électrique. Créés dans les années 1930, les établissements Salentey, aujourd'hui dirigés par Raymond Salentey, ont même figuré parmi les fondateurs du réseau Socoda, le premier réseau français de distribution professionnelle indépendant pour les secteurs du bâtiment



et de l'industrie. Grâce à lui, la PME picarde peut proposer un catalogue de plus de 350 000 références, grâce auquel elle réalise un chiffre d'affaires de plus de 20 M€ et emploie quelque 70 salariés. Contacté par Eco 121, Gregory Allard, cogérant du groupe nordiste Trenoï-Décamps, s'est refusé à tout commentaire concernant l'opération, expliquant simplement « qu'un important travail de réorganisation était à prévoir ».

Basé à Wasquehal, le groupe Trenoï-Décamps emploie compte de 540 collaborateurs et 47 agences. De son côté, Setin, dont le siège est basé à Martot, dans l'Eure, revendique quelque 900 salariés et 56 points de vente ■

Guillaume Roussange





**Prêt Entreprises Innovantes**  
**Remboursez plus tard**  
**pour laisser à votre projet**  
**le temps de s'épanouir.**



Construisons dans un monde qui bouge.

## Le breton Cité Marine jette l'ancre à Saint-Quentin

**Saint-Quentin.** Le groupe agroalimentaire, détenu par le japonais Nissui, investit 32 M€ dans une unité dans l'Aisne. Il compte profiter du positionnement géographique de la ville.

**2**00 en 2023 et jusqu'à 350 à terme. C'est le nombre d'emplois que le breton Cité Marine entré dans le giron du japonais Nissui depuis une dizaine d'années, prévoit de créer à Saint-Quentin, dans l'Aisne. Le spécialiste de l'agroalimentaire va investir 32 M€ dans la création d'une unité de production, située sur le parc des Autoroutes, qui s'ajoutera aux sept autres détenues par le groupe dans l'ouest de la France. 15 M€ supplémentaires pourraient être engagés pour agrandir le site d'ici à 2025. « Ce nouveau site permettra à Cité Marine de poursuivre sa forte dynamique de croissance en France et à l'international », a déclaré Éric Le Hénaff, Pdg du groupe de 1 700 collaborateurs pour un chiffre d'affaires de 370 M€. Le spécialiste breton des recettes à base de poisson, mais aussi des

plats végétariens, a choisi la ville de Saint-Quentin pour son positionnement géographique. Via le réseau routier régional, le site se situe à un jet de camion du port de Boulogne, qui assurera les approvisionnements, mais aussi à proximité de la région parisienne et de son bassin de consommation.

L'usine de Saint-Quentin devrait aussi permettre de servir le marché allemand, via les réseaux de distribution traditionnels du groupe, la grande distribution et la restauration collective. Cité Marine est la troisième implantation majeure annoncée à Saint-Quentin au cours des derniers mois. Le groupe de cosmétiques Clarins a annoncé vouloir y investir 100 M€ dans une unité de production, tandis qu'Amazon a confirmé la création d'une nouvelle agence de distribution à Gauchy ■ **Guillaume Roussange**



Cité Marine s'implantera sur le Parc des Autoroutes, à côté d'un autre industriel qui a annoncé sa venue, Clarins.

## APRC Group veut investir 150 M€ pour faire décoller le fret aérien

**Albert.** Le Lyonnais a signé l'acquisition de terrains jouxtant l'aéroport d'Albert-Picardie. Pour y construire 140 000 m<sup>2</sup> dédiés au fret aérien.

**A**lors que l'activité aéronautique peine à redécoller après des mois de crise, le ciel s'éclaircit sur le territoire d'Albert-Méaulte, historiquement spécialisé dans le secteur. Début janvier, le spécialiste lyonnais de l'immobilier d'entreprise APRC Group a conclu avec le syndicat mixte de l'aéroport Albert-Picardie l'acquisition de 4 hectares et l'occupation de 10 hectares du domaine public, en proximité directe de la piste. Au total, APRC Group compte investir 150 M€ sur le site pour y construire 140 000 m<sup>2</sup> d'infrastructures logistiques et « les ouvrir aux grands noms du secteur, ainsi qu'à leurs fournisseurs et aux assembleurs », explique Karim Abdellaoui, président d'APRC Group. Ce dernier est convaincu que cet aéroport a vocation à devenir l'une des toutes premières in-

frastructures dédiée au fret dans l'Hexagone. Argument principal ? Le positionnement géographique de la piste, à proximité de Roissy, aujourd'hui saturé, et au cœur d'une des zones économiques les plus actives d'Europe, à quelques encablures du Royaume-Uni, de l'Allemagne ou des Pays-Bas. Des arguments depuis longtemps répétés dans les stratégies de marketing territorial des collectivités, sans qu'on en mesure les réels effets. Sauf que le facteur environnemental a changé la donne, les entreprises surveillant désormais leur bilan CO<sub>2</sub> comme le lait sur le feu.

C'est pourquoi APRC imagine une activité « zéro carbone » grâce à des entrepôts à haute valeur environnementale et des transports mixtes, mêlant hydrogène et biocarburants. « Cela répond



Le projet sera créateur de 600 emplois directs.

à une demande de nos clients», confirme le président. Selon les prévisions des partenaires, le dépôt des permis de construire interviendrait d'ici quelques semaines pour un démarrage des travaux au second semestre. Ils devraient s'étaler sur trois ou quatre ans et permettre, selon le groupe APRC, la création d'au moins 600 postes sur le site, auxquels s'ajouteront autant d'emplois indirects ■ **G.R.**



## Access Coiffure continue de pousser en plein Covid

**Lille.** L'enseigne annonce l'ouverture de quatre nouveaux salons de coiffure, accompagnée de la création d'une dizaine d'emplois.

La crise sanitaire ne semble pas lui procurer de cheveux blancs. L'enseigne Access Coiffure vient d'ouvrir non pas un, ni deux, mais quatre nouveaux salons en l'espace de quelques semaines. Trois en région - Tourcoing, Lille République (photo), Courrières - et un à Callian, en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Désormais, le groupe compte 19 salons en France, dont la majorité en Hauts-de-France, son berceau. Le 20e est d'ores et déjà annoncé. Il ouvrira en avril à Châteauneuf-sur-Loire, en Centre-Val-de-Loire. Rémi Bureau, fondateur d'Access Coiffure, dirige 95 salariés pour 4,3 M€ de chiffre d'affaires. Chaque nouveau salon crée en moyenne quatre postes, dont deux apprentis. « Je n'ouvre jamais un nouveau commerce seul... je n'en ai pas l'envie. Je le fait toujours au côté d'un de nos coiffeurs qui ressent l'envie de manager sa propre affaire », raconte



l'entrepreneur. Ce dernier garde néanmoins la majorité de tous les salons Access Coiffure (51%).

Rémi Bureau est de ceux qui ne se fixent aucun objectif chiffré. Pour ce financier de formation, « tout est une question d'opportunité », avec pour seule exigence la rentabilité. « Pour chaque nou-

veau salon, je veille à la bonne adéquation entre chiffre d'affaire et prix au mètre carré », explique Rémi Bureau, également attentif au bien-être de ses salariés. « Nous offrons quelques avantages pour fidéliser nos équipes et attirer de nouveaux talents ». À savoir un samedi chômé par mois pour tous les coiffeurs « afin que chacun puisse profiter d'un week-end complet en famille », et un salaire de base plus élevé que celui pratiqué en moyenne dans la profession.

Celui qui a créé Access Coiffure en 2013 - après 12 ans comme responsable développement d'un réseau régional de salons de coiffure - met également un point d'honneur à l'expertise de ses coiffeurs. En 2019, Rémi Bureau ouvre le Campus de la coiffure à Lille : 150 m<sup>2</sup> dédiés à la formation des équipes, tous les lundis, de la technique à l'accueil client ■ **J.K.**

## Véhicules d'occasion : Sineo s'offre deux nouvelles unités de reconditionnement

**Pérenchies.** Le spécialiste du nettoyage sans eau et écologique investit 2 M€ à Lyon et Marseille, où il créera 150 emplois.

Comme tous les acteurs de l'automobile, Sineo a été impacté par la Covid : l'an dernier, le groupe a reculé de 10%, réalisant 29 M€ de chiffre d'affaires. Pour autant, le spécialiste de la préparation esthétique de véhicules neufs et d'occasion maintient ses investissements. Il vient d'ouvrir, coup sur coup, deux unités de reconditionnement de véhicules d'occasion à Lyon et à Marseille. Soit un budget global de 2 M€ et la perspective de création de 150 postes à terme. A ce jour, Sineo emploie 800 personnes à travers une cinquantaine de centres en France.

Fondée en 2004 par Olivier Desurmont (associé de Cooptalis aujourd'hui), l'entreprise nordiste fut pionnière du nettoyage de véhicules neufs sans eau. « Mais sans eau ne veut pas dire à sec, souligne Hervé Casquet, actuel Pdg. Nous utilisons des produits nettoyants écologiques. Notre labo partenaire réalise certaines formules à

partir d'ingrédients issus de l'agriculture, impropres à la consommation humaine ». Sineo se diversifie avec le reconditionnement de véhicules d'occasion en 2016. Année durant laquelle elle ouvre sa première usine à Pérenchies, près de son siège, et intègre deux nouveaux métiers, la mécanique et la carrosserie. En 2021, s'ouvrent deux autres usines de reconditionnement à Toulouse puis Bordeaux. « Je pressentais l'évolution du marché de l'occasion dès 2015. Aujourd'hui, notre process industriel permet une remise en état de A à Z, de la mécanique à la réalisation de photos et vidéos de présentation. Nous livrons nos clients, concessionnaires et mandataires auto, en 6 jours », poursuit le dirigeant. Il espère cette année reconditionner un total de 20 000 véhicules, notamment en collaborant avec un constructeur français et des groupes de distribution. Hervé Casquet a intégré Sineo en 2008,

après 20 ans chez Auchan. Il reprend alors l'entreprise aux mains du groupe Mobivia en 2013, avant d'ouvrir le capital à deux actionnaires fin 2020. Il annonce à demi-mots l'ouverture de deux autres unités de reconditionnement « prochainement ».

En parallèle, il travaille sur la livraison de véhicules « zéro carbone » en milieu urbain avec des remorques nouvelle génération... A suivre ! ■

**Julie Kiavué**



Pages réalisées par Julie Kiavué



## Energie : Hello Watt veut se brancher à Lille

Après une implantation à Amiens en 2020, la jeune entreprise parisienne s'apprête à poser un pied à Lille. Spécialisée dans la comparaison des offres, notamment vertes, et fournisseurs d'énergie (gaz et électricité), la société Hello Watt devrait disposer de locaux proches de la gare Lille Europe. Elle vise le recrutement de 120 personnes dans les trois ans dans la métropole lilloise. À Amiens, elle emploie déjà 52 salariés et compte atteindre 160 personnes d'ici à 2026.

# x10

C'est l'évolution du chiffre d'affaires de la jeune pousse BioDemain l'an dernier, malgré la crise. L'entreprise, fondée par Maxime Durand et Stéphane Delebassé en 2019 à Lille (n°101 d'Eco121), accompagne aujourd'hui plus de 150 agriculteurs français dans leur conversion au bio. Agréée Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale (ESUS), celle qui a trouvé de nouveaux mentors, suite à sa participation à l'émission « Qui veut être mon associé ? » sur M6, emploie 20 personnes.

En parallèle, BioDemain souhaite également convertir les acteurs de la grande distribution et lance une deuxième marque, Transition. La jeune pousse ambitionne d'aider au moins 500 agriculteurs en 2022.



# Captech, nouveau fonds dédié à la santé-nutrition



Depuis fin 2021, les Hauts-de-France disposent d'un nouveau véhicule de financement spécialisé, Captech Santé Nutrition. Premier fonds d'investissement régional santé de France, lancé par Eurasanté et Cluster NSL au côté de Finorpa. C'est d'ailleurs auprès de ce dernier

## CAPTECH VISE À ACCOMPAGNER UNE VINGTAINNE DE START UP

que Captech a réalisé il y a peu son premier closing, d'un montant de 15 M€. Ont également participé « des industriels du secteur (santé nutrition, ndlr), le Crédit Agricole Nord de France, les mutuelles Aesio et Ircem », ou encore la Région et la MEL. Permettant ainsi à Captech Santé Nutrition de boucler, dans la foulée, son premier investissement (voir ci-contre).

Avec un objectif de souscription totale de 30 à 40 M€, le fonds vise à accompagner, à horizon 5 ans, une vingtaine de start-up innovantes dans la santé humaine ou animale. Il interviendra plus particulièrement dans l'accélération de

## Biotech : Zymoptiq lève 3M€

La start-up lilloise s'apprête à faire un grand pas en avant. Elle a développé une technologie baptisée Zymplate, qui « démocratise la mesure, la caractérisation et la compréhension des enzymes », qu'elle va pouvoir commercialiser, dans un premier temps en France et en Europe. Une étape importante rendue possible grâce à un tour de table de 3 M€ bouclé auprès de Captech, du fonds suisse Thia Ventures, NFA et Bpifrance.

projets en biotech, medtech ou encore santé connectée. « La crise sanitaire a montré la nécessité pour la filière santé nutrition de relocaliser ses capacités de production en France et d'être suffisamment attractifs pour conserver ses talents », observe le président de Finorpa Jean-Louis Guérin. « La question du financement des start-up innovantes reste un challenge, reconnaît le Dg d'Eurasanté Etienne Vervaecke. Pourtant, la rentabilité des investissements en santé est bien plus forte que dans d'autres secteurs ! »





## Lattice Medical primée au sommet de l'Europe

L'outil se veut dénicheur de futures licornes européennes. Via son programme Accelerator, le Conseil européen de l'innovation finance - à l'issue d'une sélection pointilleuse - de jeunes entreprises à haut risque technologique. Et la jeune entreprise lilloise Lattice Medical vient d'être désignée lauréate de ce concours. Le fabricant de prothèses

mammaires résorbables est parvenu à décrocher 2,5 M€ de subventions et une promesse d'entrée en equity de l'Europe à son capital, à hauteur de 5 M€.

Les négociations sur ce dernier point sont en cours jusqu'au début de l'été.

L'enveloppe financera le lancement des essais cliniques de Lattice Medical, avant la commercialisation de ses prothèses innovantes fabriquées en région. Les essais débiteront fin 2022 dans un centre étranger. Ensuite, la start up espère les

lancer dans des centres français en 2023. Cette phase d'essais cliniques devrait durer 2 ans et demi et être menée, à terme, auprès de 80 patientes, indique le fondateur Julien Payen. Sa société a déposé son deuxième brevet fin 2021.

Créée en 2017, Lattice Medical emploie 17 salariés. 80% de ses effectifs sont basés au siège, sur le parc d'Eurasanté à Loos. Le reste est installé à Wervicq-Sud, dans les locaux de Cousin Surgery, avec lequel Lattice Medical a noué un partenariat il y a deux ans pour l'utilisation de sa salle blanche.

LATTICE  
MEDICAL  
LANCERA SES  
ESSAIS FIN  
2022

### Audit : Straton IT en sauvegarde

La décision du tribunal de commerce de Lille Métropole est tombée mi-janvier. La société Straton IT, spécialisée dans l'audit de systèmes informatiques, vient d'être placée en sauvegarde avec une période d'observation. Basée à Euratech, elle emploie 11 personnes. Elle a été créée en 2008 par Frédéric Hay et avait levé en 1 M€ en 2019 pour accélérer son développement en France.

### Spart s'implante à Lille



La start up Spart pose ses valises à Lille. L'entreprise parisienne fondée il y a deux ans par le nordiste André Lenquette a développé une application permettant de valoriser le sport en entreprise à travers différents indicateurs et challenges, eux-mêmes transformés en soutien à des associations ou en mécénat. La société, hébergée au Nao Coworking, doit finaliser d'ici fin mars un tour de table d'1 M€ en fonds propres (et 0,5 M€ en dette bancaire), auprès d'investisseurs parmi lesquels Gilles Lechantre, co-dirigeant de Cooptalis. Spart, entreprise à mission, vise les 25 000 salariés utilisateurs cette année.

### Thorlight récompensée par Rev3

La jeune pousse douaisienne, spécialisée dans l'optimisation du chargement des transports



fluviaux de marchandises, vient de remporter les 2500€ du grand prix « Jeunes Pousses » du programme Rev3. Cette récompense offre la possibilité à Thorlight de « lancer une levée de fonds qui permettra l'augmentation de notre équipe, de nos capacités de production et notre force de vente », indique Samuel Cèleste, fondateur. Sa société est actuellement incubée au sein d'APUI, incubateur de l'IMT Nord Europe, après avoir été accélérée chez Rev3 Douaisis Agglo. Samuel Cèleste espère installer prochainement le siège et l'atelier de production de Thorlight au sein d'une péniche sur le port de Dorignies. Le but étant « de créer un bateau vitrine afin de s'implanter durablement dans le monde de la batellerie et expérimenter de nouvelles solutions ».

# 540m<sup>2</sup>

La chocolaterie Encuentro (n°100 d'Eco121) se dote d'une nouvelle fabrique, à Saint-André-lez-Lille, pour produire ses tablettes et quitter celle historique, située au MIN de Lomme. La jeune pousse, fondée par Antoine et Candice Maschi, multiplie ainsi presque par quatre son atelier de production en s'installant dans ses nouveaux locaux. En effet, ils passent d'une superficie de 150 à 540m<sup>2</sup> aujourd'hui. Ce nouveau lieu offre un peu plus de souplesse aux fondateurs qui se sont équipés de nouvelles machines, notamment pour produire de nouveaux produits chocolatés.

Primé trois années consécutives à l'Epicure d'Or, Encuentro vend ses chocolats sur sa boutique en ligne et auprès d'une centaine de distributeurs en France.





## Dans les coulisses de ... la Commonwealth War Graves Commission

Pendant quatre ans, on aura beaucoup commémoré le centenaire de la Grande Guerre. De quoi mettre en lumière tous les cimetières militaires qui jalonnent notre pays, dont une grosse densité dans notre région. Parmi lesquels des cimetières et mémoriaux des soldats du Commonwealth morts sur notre sol, toujours impeccablement tenus. Qui sait que derrière ces lieux de mémoire de la première et la seconde guerre mondiale se cache une logistique très rigoureuse et une organisation plus que centenaire basée à Beaurains près d'Arras ? La Commonwealth War Graves Commission (Commission des tombes de guerre du Commonwealth) se révèle une grosse entreprise, très à part, au service de la mémoire des soldats disparus.

Pas moins de 400 salariés assurent que les 570 000 soldats tombés pour la France et issus du Royaume-Uni, Nouvelle-Zélande, Canada, Inde, Australie et Afrique du Sud sont commémorés sur des sites entretenus à la pointe de l'excellence, afin de ne pas les oublier. Parmi ces collaborateurs figurent des métiers attendus comme les horticulteurs, d'autres moins comme des ébénistes, des ferronniers et des graveurs de stèles... Un quart travaille au siège et les trois quarts au plus près du terrain dans une trentaine de sites délocalisés. L'unité de Beaurains est ouverte au public depuis 2019. Le budget français de la structure n'est pas rendu public. Découverte.

**Xavier Puppinck**, directeur France de la Commonwealth War Graves Commission  
« *La haute couture de l'horticulture pour la mémoire des soldats* »

### Comment assurez-vous votre mission sur plus de 3 000 sites en France ?

Nous avons une centaine de salariés à Beaurains (artisans et administratifs dont une dizaine de britanniques) et 300 horticulteurs déportés sur une trentaine de sites, essentiellement dans les Hauts de France, en Normandie mais aussi à Marseille et Saint-Nazaire. Cela nous permet de nous occuper de 1 278 cimetières et mémoriaux (construits par la CWGC sur des terrains concédés à perpétuité par l'Etat français) et de quelques stèles réparties dans 2 000 cimetières communaux. Le site le plus emblématique est celui de Thiepval dans la Somme avec ses 72 000 soldats commémorés, le plus gros site mondial de la CGWC. Et le dernier cimetière créé fut celui de Fromelles (59), il y a 12 ans. Beaurains s'occupe aussi de la fabrication de 3 000 stèles/an pour les cimetières du Commonwealth du monde entier.



### Pensez-vous construire de nouveaux cimetières ?

Oui, d'ici 2023 à Loos-en-Gohelle, car une cinquantaine de corps de soldats sont retrouvés tous les ans, à l'occasion de constructions diverses sur des anciens champs de bataille, comme celle de l'hôpital de Lens actuellement ou du futur Canal Seine-Nord Europe à partir de 2024. A chaque fois, une cérémonie est organisée avec les honneurs militaires, un détachement du régiment et de la famille.





Le CWGC est une véritable entreprise au service de la mémoire des soldats. 50% des ses 400 salariés partiront en retraite d'ici 10 ans. La structure veut anticiper ce gros défi, notamment en poussant le curseur de l'apprentissage.

*« Une cinquantaine de corps sont encore retrouvés tous les ans »*

#### D'où provient votre budget annuel de fonctionnement ?

La CGWC, dont le siège est au Royaume-Uni, est présente depuis 1917 dans le monde entier avec 1 300 salariés, répartis dans cinq zones dont la France, pour commémorer 1,7 million de soldats tombés lors des deux guerres mondiales, dont un tiers en France. Le budget annuel mondial est de 80 M£, alloué par les ministères de la Défense des six pays contributeurs du Commonwealth, de façon constante tous les ans. Il est utilisé à 75% pour les salaires et le reste, pour l'achat de matériel et des matières premières (pierre de stèle, bois, charbon, fer, bronze). La Commission n'est pas autorisée à recevoir d'autres ressources financières, excepté quelques paiements pour des travaux de rénovation payés par les états (10% du budget). C'est pourquoi lors de

l'ouverture en 2019 au grand public du site de Beaurains, l'accès a été rendu gratuit et une Fondation a été créée pour recevoir quelques contributions de visiteurs et les recettes de la boutique. Il a reçu 3 833 visiteurs entre juin et décembre 2019.

#### Y a-t-il une contribution de l'Etat français de façon indirecte ?

Oui, avec une exemption de taxe foncière concernant les terrains sur lesquels sont construits les cimetières. Autre exemple, le site de Thiepval va connaître une campagne de travaux de rénovation de 3 M€. La DRAC (Direction régionale des affaires culturelles), le département de la Somme et la Région vont y contribuer à hauteur de 1 M€.

#### Quels sont les défis à relever pour la CWGC France dans les années à venir ?

Nous travaillons à développer la notoriété du site de Beaurains qui permet au grand public de découvrir le travail au quotidien de nos artisans et la mission de la CWGC dans le monde.

Egalement, d'ici dix ans, 50% du personnel partira à la retraite, avec un savoir-faire unique. Il faut anticiper ces départs en for-

mant de nouvelles équipes à nos techniques spécifiques (certaines élaborées en 1917), notre histoire et notre culture. Nous ne sommes pas une entreprise d'espace vert comme les autres. Quand nous embauchons un horticulteur, il ne fait pas qu'entretenir le gazon. Il rejoint « la haute couture de l'horticulture », pour veiller à la mémoire de ces soldats. Ça donne une autre dimension à son travail. C'est pourquoi depuis 2019, nous avons décidé d'embaucher des apprentis, pour anticiper ces transmissions.

#### Pourquoi ce choix de l'apprentissage ?

Aujourd'hui, nous avons une vingtaine d'apprentis. Nous sommes convaincus que nous avons un rôle sociétal à jouer dans l'écosystème régional. Et l'apprentissage a également des vertus en interne. Les salariés qui forment sont amenés à prendre du recul par rapport à leur métier. Et cela nous permet de détecter les bons formateurs, qui peuvent devenir les managers de demain.

Recueilli par Anne Henry-Castelbou

# Il reprend 123Roulement avec des ambitions européennes

**P**armi les pure players, Mycelium Roulement, plus connu sous sa marque 123Roulement, est le leader français de son secteur. À son lancement en 2008, l'e-commerçant basé à Fretin se spécialise dans la vente de détail de roulements. Au fil des ans et de la demande, il étoffa son offre avec d'autres pièces techniques et outillages industriels, des joints d'étanchéité aux billes en passant par les plots anti-vibration. Début 2021, malgré une belle croissance (25% l'an depuis trois ans), les fondateurs Jeremy Guffroy et Michael Dumas décident de passer le flambeau. Accompagnés par Septentrion Finance, ils feront confiance à Pierre Seznec et son ambitieux projet. Au côté de cet Avignonnais figure un consortium composé des fonds d'investissement Trajan et LT Capital, avec l'appui de Bpifrance. « *Cela faisait un an que je cherchais à reprendre une entreprise, confie le nouveau Pdg, en poste depuis juillet. Sans mes partenaires financiers, j'aurais eu du mal à toucher un dossier comme 123Roule-*

*Pierre Seznec* tient les rênes du distributeur de pièces techniques depuis l'été dernier. Il lorgne une croissance à deux chiffres dès 2022. Sa feuille de route : développer l'offre BtoB, la gamme produits et accélérer à l'export.

*ment* », admet le dirigeant, actionnaire minoritaire.

Pierre Seznec, encore en relation occasionnelle avec les cédants, nourrit de grandes ambitions. Cet ancien directeur de site Amazon vise ni plus ni moins que la place de leader européen, à moyen terme, sur la distribution de pièces de roulement. « *Le projet que je porte est en phase avec la vision des cédants* », raconte le repreneur pour qui

« *une transmission ne peut être viable que s'il y a un alignement entre repreneur et cédant* ».

## 15% de croissance « minimum »

Pour relever son pari, Pierre Seznec se fixe trois axes majeurs. Le premier, « *la professionnalisation* » de l'offre BtoB. « *Dès lors qu'ils ont besoin d'une pièce, je veux que les professionnels pensent systématiquement à nous, sans craindre pour leur approvisionnement. Je veux devenir leur fournisseur principal* ». Grâce à un stock de plusieurs millions de pièces, l'e-commerçant nordiste est capable de livrer la France et l'Europe en 24 heures. Second axe : l'international, où 123Roulement réalise déjà le quart de ses 12 M€ de ventes. L'ouverture de nouveaux marchés européens est en cours. « *Notre call center technique, basé en interne, répond en français, anglais et allemand. Bientôt en espagnol et italien. En parallèle, nous traduisons actuellement notre site en néerlandais* », indique Pierre Seznec. Enfin, il prévoit l'élargissement de la gamme pour « *devenir le 123Roulement de l'ensemble du système de transmission* ». Notamment, en proposant de nouvelles références et en allant chercher de nouveaux fournisseurs français et européens principalement. Le catalogue de l'entreprise affiche à ce jour plus de 170 000 références différentes.

L'entrepreneur est confiant. « *Nous sommes une Pme avec un process important. Je n'ai aucune inquiétude quant à notre projet de développement* ». Projet dans lequel Pierre Seznec implique l'ensemble de ses 40 salariés. Car, pour lui, « *une bonne entreprise est une entreprise avec une bonne équipe, de bons managers* ». Objectif cette année : 15% de croissance « *minimum !* » Le ton est donné ■

Julie Kiavué

*“Une transmission ne peut être viable que s'il y a un alignement entre entrepreneur et cédant”*





# AGIR POUR L'AVENIR DE NOTRE TERRITOIRE



## ET S'ENGAGER COMME LA BANQUE DES TRANSITIONS

AGIR CHAQUE JOUR  
DANS VOTRE  
INTÉRÊT



ET CELUI DE LA  
SOCIÉTÉ

NORD DE FRANCE



[credit-agricole.fr](https://www.credit-agricole.fr)

## Télémédecine : Ensweet se lance à grande échelle

**Fabien Watrelot.** Plus de 3 000 patients testent à domicile sa plateforme de réadaptation cardiaque, qui va désengorger les établissements de santé. Une expérimentation inédite soutenue par l'Assurance Maladie.

C'est après six ans d'expérience à l'étranger, notamment chez Décathlon International et Oney Data en Italie, que Fabien Watrelot a franchi le pas de l'entrepreneuriat. Ingénieur ICAM Lille depuis 2012, il reprend des études sept ans plus tard, à l'Université Paris Diderot, sur la santé connectée. Formation durant laquelle il découvre l'univers - et les problématiques - des soins de réadaptation, notamment cardiaque. « L'accès à ces soins est un vrai problème car nos instituts de réadaptation sont saturés », pointe le Cambrésien de 33 ans. Sa solution ? Ensweet, qu'il crée en 2020 avec deux médecins. Et avec l'appui rapide de Bpifrance, à travers l'incubateur Santé tech, Eurasanté, la Mel, Hodéfi, l'accélérateur Village by CA, le prêt Pépites et, prochainement, le Réseau Entreprendre Nord. « Au total, nous avons bénéficié de 500 K€ au démarrage dont 20 K€ de fonds propres »,

poursuit Fabien Watrelot.

Sa start up développe une plateforme de télémédecine permettant aux patients de poursuivre leur soins de réadaptation à domicile, après un court séjour en clinique. Pendant leurs exercices, un capteur cardiaque récupère des données précises, puis les analyse, avant de les transmettre au médecin référent. « Notre ambition première est de désengorger les établissements de réadaptation pour faciliter leur accès », précise Fabien Watrelot. Ensweet débute son activité avec la réadaptation cardiaque, mais ne s'interdit pas de s'intéresser demain à la réadaptation neurologique ou respiratoire.

La jeune pousse bénéficie de soutiens de poids, à commencer par l'Assurance Maladie. La caisse nationale finance à hauteur de 4,5 M€ les premiers essais à grande échelle de la solution d'Ensweet. Depuis janvier, et jusque mi-2025, celle-ci est testée par plus de



3 000 patients de huit cliniques françaises. « A l'issue de cette phase, on espère que notre solution sera acceptée dans la législation et prise en charge à 100% », indique le dirigeant. Qui ambitionne, à horizon 2030, d'accompagner et d'allonger l'autonomie de 15 millions de patients français atteints d'infection longue ■ J.K.

## Fungfeed place l'insecte au cœur de la gamelle

**Victoire Baudin** veut révolutionner la nutrition animale avec la protéine de ver de farine, qu'elle élève durablement à Comines. Déjà 300 vétérinaires français convaincus.

Ynsect avec sa ferme verticale à Amiens, Nutri'Earth et ses ingrédients fonctionnels au MIN de Lomme, ou encore Minus Farm et sa micro-ferme urbaine à Marcq-en-Barceul. Ils ont tous un point commun : l'insecte comestible. En région, d'autres s'y intéressent également. C'est le cas de Fungfeed. Depuis février 2020, elle concocte et commercialise des croquettes pour chien et chat riches en protéine animale. Sa matière première est la larve de *Tenebrio Molitor*, communément appelé le ver de farine. À sa création il y a trois ans, la jeune pousse a posé ses valises dans la champignonnière de la Ferme de la Gontière à Comines. Elle utilise les coproduits de la culture des champignons de Paris pour nourrir son élevage, composé de plusieurs millions (voire milliards) de



vers. À la tête de Fungfeed, Victoire Baudin, une biologiste de 28 ans, spécialisée en agroécologie.

Dès son lancement, son entreprise a suscité l'intérêt. Elle a démarré son activité avec un peu plus de 250 K€, dont une majorité provenant de subven-

**FungFeed vise 7M€ de CA et 30 emplois en 2025.**

tions de la MEL, de la Région (HDFID) ou du fonds French Tech Seed de Bpi. Fungfeed a également été accompagné successivement par l'incubateur Agrotech d'Euratech à Willems, le Cluster NSL et Hodéfi. Victoire Baudin a débuté l'aventure au côté d'un associé, qui a quitté l'entreprise depuis. À ce jour, elle emploie deux personnes et ambitionne de recruter de nouveaux talents dès cette année.

Côté produits, Fungfeed a agrandi sa gamme avec une pâtée - toujours pour chiens et chats - il y a tout juste un an, entièrement produite à Arras. L'entreprise a réalisé un peu plus de 100 K€ de ventes l'an dernier, contre 17 K€ en 2020, son premier exercice. Des ventes réalisées essentiellement auprès d'un réseau national de 300 cliniques et vétérinaires ■ J.K.



En 2019 le Furet reprenait Decitre à Lyon. Si le virus a ralenti l'intégration, le groupe de librairies vient d'achever son processus à l'automne, sous un nouveau nom, Nosoli.

« **C**omment éviter le syndrome acheteur/acheté ? C'est le sujet principal de toute croissance externe ! », s'exclame d'entrée Pierre Coursières (photo), avec l'accent de son sud-ouest natal. Le PDG depuis 2008 du Furet du Nord a piloté le rachat du lyonnais Decitre en janvier 2019. Avec le sourire, il avoue que cela n'a pas été simple mais le mariage des deux cultures d'entreprise a été son souci constant : création d'un comité de direction mixte, rencontre des équipes, partage des bonnes pratiques, centralisation des fonctions supports à Tourcoing, des fonctions de e-commerce et du B-to-B à Lyon ; Decitre est en effet le leader national auprès des collectivités et universités, avec une des plateformes de vente en ligne les plus performantes de France. Les confinements ont certes ralenti le processus d'intégration. Mais « *heureusement que l'opération a été signée juste avant la crise sanitaire. La solidité financière du Furet et les compétences digitales de Decitre ont permis aux deux enseignes de faire face aux fermetures successives de magasins* », décode-t-il.

Côté clients, ce rachat a eu peu d'impact, estime Pierre Coursières, puisque chaque enseigne conserve son nom sur son territoire : 10 magasins Decitre en Auvergne-Rhône-Alpes et 1 en Ile-de-France, 21 Furet du Nord entre la Wallonie et Paris. Mais les librairies Decitre ont vu le poids des produits culturels (papeterie créative, maroquinerie, jeux, jeux éducatifs ...) augmenter de 13 à 30% des ventes, en phase avec la stratégie du Furet très en avance sur l'offre « hors livre ». Une tendance qui devrait s'accroître pour accroître la rentabilité des points de vente, tout en conservant plus de la moitié des ventes aux livres, gage du statut de libraire, à la différence d'acteurs comme la Fnac ou Cultura.



## Trois ans pour réussir le mariage Furet du Nord – Decitre

### Recherche de taille critique

Cette première étape d'intégration s'est achevée en septembre, lors d'une convention qui a déterminé des valeurs communes, un nouveau nom de groupe, Nosoli (contraction de « *Nous sommes liés, nous sommes libraires* ») et la stratégie à venir. Avec une perspective de 150 M€ de chiffre d'affaires sur l'exercice, stable depuis 3 ans, et 750 employés, Nosoli est devenu le premier libraire multi-enseignes de France, avec 3% de parts de marché. Le commerce électronique représente 11% du chiffre d'affaires avec 650 000 clients adhérents actifs digitaux. Une sacrée évolution pour le Furet qui a fêté ses 100 ans en 2021.

Mais pour Pierre Coursières, désormais président du groupe au côté d'un directeur général, Cyril Olivier, le développement ne doit pas s'arrêter là :

« *Face à une concentration du secteur, une stratégie digitale très gourmande en investissements et une demande de proximité des clients, il faut continuer cette logique industrielle de recherche de taille critique. A terme, Nosoli doit devenir un champion du digital.* » Comment ? Par l'ouverture de nouveaux magasins Furet du Nord et Decitre sur leurs territoires, le rachat de librairies indépendantes, la création de petits formats inférieurs à 500m<sup>2</sup> (comme à Reims, dernier magasin ouvert en 2021 au sein des Galeries Lafayette).

Et un investissement en millions d'euros (non précisé) dans les 5 ans pour créer une plateforme de back-office commune (gestion financière, ERP...), renforcer le traitement du big data et l'efficacité des plates-formes digitales ■ A.H-C

## Benjamin Mourot

AVOCAT ASSOCIÉ, BIGNON LEBRAY AVOCATS

Chaque employeur traite des données à caractère personnel appartenant à ses salariés. Au titre de ces données figurent naturellement les noms, prénoms, adresse, numéro de compte bancaire, numéro de sécurité sociale, etc.

Comme toute autre personne, le salarié bénéficie de droits ouverts par la législation encadrant les traitements de données à caractère personnel. La CNIL a eu l'occasion de rappeler récemment dans une publication en ligne du 5 janvier 2022\* que « toute personne peut demander à un organisme la communication des données qu'il détient sur elle et en obtenir une copie. Un salarié peut ainsi demander à son employeur l'accès et la communication des données personnelles qu'il a en sa possession. »

La CNIL rappelle justement à cette occasion que la messagerie électronique professionnelle mise à disposition



*“Il convient aussi de préserver les droits des tiers”*

du salarié par l'employeur contient nécessairement des données à caractère personnel du salarié, et qu'à ce titre, le salarié peut en demander la communication. En présence d'une telle demande, la CNIL recommande à l'employeur de communiquer une copie des courriels, solution présentée comme « la plus apaisée pour satisfaire la demande ».

Mais puisque rien n'est simple en matière de données personnelles, la CNIL rappelle qu'il incombe également à l'employeur d'effectuer un tri dans les éléments transmis, l'ensemble des messages émis et reçus depuis la boîte e-mail du salarié n'étant pas communicable, puisqu'il convient éga-

lement de préserver les droits des tiers. Quant aux messages identifiés comme étant « personnels » par le salarié, ou dont le contenu s'avère privé malgré l'absence d'une telle mention, ils devront être communiqués en l'état, sans que l'employeur ne prenne connaissance de leur contenu.

Compte-tenu du caractère particulièrement chronophage du traitement de ces demandes, et face à la multiplication de telles demandes de droit d'accès – notamment dans des contextes de contentieux prud'homaux – on ne peut que vivement recommander aux dirigeants d'anticiper les choses, chaque demande devant trouver une réponse dans le mois qui suit sous peine de sanction.

\* <https://www.cnil.fr/fr/le-droit-dacces-des-salaries-leurs-donnees-et-aux-courriels-professionnels>

# Comment répondre aux demandes d'accès aux données personnelles des salariés ?

## Bruno Platel

AVOCAT ASSOCIÉ CAPSTAN AVOCATS

Quatre ans après l'entrée en vigueur de l'Ordonnance du 22 septembre 2017 ayant créé l'ins-

titution du Comité social et économique, la majorité des entreprises seront tenues de renouveler leur CSE en 2022 au terme des mandats actuels. Il est en premier lieu conseillé aux entreprises concernées d'établir en amont et de partager avec les élus du CSE un bilan du fonctionnement du CSE au terme de ce premier mandat.

En fonction notamment de ce bilan, plusieurs points méritent une attention spécifique.

Le premier point porte sur l'option ouverte entre un CSE unique et des CSE



*“Au côté du CSE, l'entreprise peut avoir intérêt à créer une représentation des salariés au plus proche du terrain”*

## L'année 2022, l'année du CSE !

d'établissements et un CSE central.

Si la grande majorité des entreprises a opté pour la mise en place d'un CSE unique, il est important d'identifier si ce choix était pertinent, notamment dans les entreprises dont l'organisation de l'activité est répartie sur plusieurs sites géographiques qui sont dirigés par un manager doté de certaines attributions dans l'ordre économique.

Le deuxième point porte sur l'opportunité de la mise en place de représentants de proximité.

Au côté du CSE, l'entreprise peut avoir intérêt à créer une représentation des salariés au plus proche du terrain. L'absence d'obligation légale de mettre en place des représentants de proximité explique probablement l'accueil assez mitigé qui lui a été réservé. L'entreprise a pourtant intérêt à identifier l'utilité de se doter de représentants de proximité afin d'éviter une centralisation de toutes les questions vers le CSE et potentiellement un manque de

réactivité sur des questions de terrain appelant le plus souvent des réponses opérationnelles et rapides.

Le troisième point porte sur la mise en place de la CSSCT. Si l'obligation de mettre en place une CSSCT ne concerne que les entreprises d'au moins 300 salariés, toute entreprise dotée d'un CSE peut volontairement mettre en place cette commission dont l'importance est cruciale pour toutes les questions portant sur les sujets d'évaluation et de prévention des risques professionnels et de manière générale de santé au travail. Enfin, il est important de rappeler que la loi prévoit désormais que le contenu et la périodicité des consultations récurrentes du CSE peuvent donner lieu à la négociation d'un accord en lieu et place des dispositions légales applicables. Trop souvent négligée il y a quatre ans, cette négociation peut avoir un effet bénéfique sur le bon fonctionnement du CSE et de ses attributions en retenant des solutions adaptées à l'entreprise.



## Rebecca Fray

CONSULTANTE ET COACH PROFESSIONNELLE  
CHEZ QUINTESENS

Lorsque j'ai poussé la porte de l'institut où je me suis formée en coaching, je me posais une tonne de questions sur cette discipline. Ce terme, souvent galvaudé et utilisé à toutes les sauces, m'a d'ailleurs valu certains sarcasmes de mon entourage.

Life coach, love coach, coach en nutrition, en esthétique, en déco... et autres coachs fleurissent à tous les coins de rues. Tout le monde s'auto-déclare « coach » ! Mais qu'est ce qui se cache derrière ce terme ? A l'issue de ma certification en tant que coach professionnelle, j'en ressors avec la conviction que cette discipline a toute sa place. En effet, cette technique d'accompagnement puissante permet de faire ce petit pas de côté qui nous amène à prendre une décision, à faire un choix, à clarifier sa vision des choses, à améliorer sa performance de manière concrète et mesurable.

En faisant appel à nos ressentis et à nos émotions, cette pratique favorise



« Cette pratique favorise une meilleure connaissance de soi et de nos aspirations »

# Coaching, vous avez dit coaching ?

une meilleure connaissance de soi et de nos aspirations et offre un temps propice au développement de nos potentiels. En traitant l'ici et le maintenant, il aide à faire autrement pour aller mieux. Mais comment peut-on sentir qu'on a besoin d'un coach professionnel ?

Quand on rate quelque chose encore et encore, quand on procrastine, quand on tourne en rond, quand on accède à de nouvelles responsabilités...

Lorsqu'on est convaincu, on déplace des montagnes. Et ça c'est mon

travail : que les personnes que je rencontre s'alignent sur leurs propres valeurs, voient une finalité, retrouvent un sens. On peut se reconnecter à sa vraie vitalité, sa vraie personnalité si on se pose les bonnes questions. C'est pour structurer ce questionnement qu'un coach est très utile et les bénéfices

en sont multiples :

Prendre de la hauteur et de la distance pour ajuster ses objectifs tout en se distanciant de ses émotions.

Mieux cerner ses points d'appuis et ses potentiels pour mobiliser ses ressources.

Retirer ce qui bloque, ce qui freine, réduire les parasites qui nous empêchent d'avancer.

Bâtir des solutions innovantes et réalistes pour construire sa trajectoire vers la réussite attendue.

Se mettre en mouvement et se fixer des actions structurantes qui vont entraîner les résultats visés.

Finalement, le plus gros risque que vous encourez en initiant une démarche de coaching, c'est de sortir de votre zone de confort et d'aller de l'avant. Grace au bénéfice du coaching, vous allez pouvoir bâtir des solutions à la fois simples et efficaces, des solutions à votre main, que vous allez pouvoir mettre en œuvre, à votre rythme et avec votre propre style.

## Wilfrid Polaert & Sophie Eloy

KPMG AVOCATS

# Lois de finances et de financement de la Sécurité Sociale : des mesures très ciblées

Résultant de la crise sanitaire et du calendrier électoral, comme les années précédentes, la Loi de finances prévoit quelques mesures techniques au profit des entreprises. La loi de financement de la Sécurité Sociale comprend, quant à elle, des mesures utiles pour pallier la crise sanitaire, en aidant notamment les indépendants.

### 5 mesures fiscales notables

L'accent est mis sur la recherche et l'innovation par la création d'un crédit d'impôt recherche collaboratif de 40% (50% pour les PME au sens communautaire), l'allongement de la durée du statut des Jeunes Entreprises Innovantes de 8 à 11 ans, et un crédit d'impôt innovation aménagé qui passera à



30% à compter de 2023.

En matière d'impôt sur les sociétés, le taux sera de 25% pour toute entreprise et sur tous les bénéficiaires. En parallèle, un impôt mondial minimum de 15% est instauré et entrera en vigueur en 2023.

Une mise en conformité avec le droit européen est prévue pour les retenues à la source portant sur les flux de redevances et de dividendes versés à des non-résidents.

La souscription de déclarations par les plateformes intermédiaires à la vente conduira, dès 2023, à plus de transparence.

En matière de TVA, la principale mesure concerne l'exigibilité de la TVA relative aux acomptes acquittés dans le cadre de vente de biens. Celle-ci ne sera plus liée à la livraison mais au paiement, en application du droit européen.

### 5 mesures sociales importantes

Le dispositif expérimental de 2018 permettant à des indépendants de régler leurs cotisations en temps réel, se-

lon les revenus, est prolongé et élargi. Un téléservice permet d'en bénéficier sans majoration de retard en cas de sous-évaluation des revenus.

Le montant des indemnités maladie et maternité des indépendants ne tient pas compte des revenus de 2020.

Il est également prévu que les trimestres de retraite pour 2020 et 2021 soient attribués gratuitement aux indépendants des secteurs en perte de revenus et de cotisations afin de rétablir l'égalité avec les salariés en activité partielle, bénéficiaires d'une validation des trimestres.

Le statut du conjoint collaborateur profite dès 2022 au concubin, seulement pour 5 ans, avant d'obliger à choisir entre devenir conjoint salarié ou conjoint associé sous peine de radiation.

En 2023, l'indemnisation du congé de proche aidant sera revalorisée selon le SMIC sans nécessité de démontrer une particulière gravité de l'état physique.

Des mesures législatives très contextuelles...

3 questions à

# Cynthia Caron,

fondatrice du lieu concept lillois Artchives et de la galerie contemporaine Abcynth.

*“Artchives veut décomplexer l’art”*



**Vous allez prochainement ouvrir Artchives. Pourquoi avoir choisi l’annexe des archives départementales ?**

J’étais à la recherche d’un lieu pour accueillir une galerie d’art non traditionnelle, car j’estime qu’il faut être moins élitiste. L’idée était de rassembler l’art et la gastronomie, qui est aussi une forme d’art. En 2017, j’ai visité l’annexe des archives départementales. Ça a été un coup de foudre esthétique pour cette pépite architecturale inconnue du grand public. Nous avons

signé les documents en mars 2018 et les travaux ont débuté en octobre 2019. C’est un bâtiment complexe, on ne pouvait pas faire n’importe quoi. Les travaux ont essentiellement porté sur la remise aux normes du bâtiment pour qu’il puisse accueillir du public. C’est une prouesse architecturale... une expérience qui se vit de l’intérieur. Artchives veut décomplexer l’art auprès des Lillois, mais aussi auprès des Belges ou des Anglais.

**La galeriste est à la tête du futur concept-lieu lillois Artchives. Ce dernier mettra en lumière l’art sous toutes ses formes : peintures et sculptures d’artistes contemporains exposées au cœur d’Artchives, l’art de la mixologie au bar, l’art culinaire à la table de la cantine urbaine, mais aussi, de façon ponctuelle, des performances musicales et de danse. Rencontre.**

**Comment avez-vous imaginé Artchives ?**

Le cœur du projet est la galerie d’art contemporain Abcynth. Artchives c’est aussi un bar à cocktail dans un espace confidentiel, mais assez grand pour recevoir le public et des professionnels. Artchives c’est aussi un restaurant haut de gamme, des espaces privés pour les entreprises - nous avons beaucoup de demandes ! - ainsi qu’une boutique dans laquelle on peut trouver par exemple des idées de cadeaux, à tous les prix, autour de l’art.

**Outre les tableaux et sculptures de la galerie, vous comptez également accueillir d’autres formes d’art...**

Je souhaite effectivement que le lieu soit ouvert, accessible à tous, public comme artistes. Avec des événements autour de design, de la mode, de la musique ou encore de la danse. Nous avons par exemple un partenariat avec l’ONL et nous accueillerons des ballets d’artistes. Nous ne nous mettons aucune barrière ! Le site Internet annoncera les expositions, qui changeront environ toutes les 6 semaines, et les conférences. Quant aux performances, ce sera la surprise. Il faudra être là, au bon moment !

**Artchives, 74 rue Jacquemars Gielée, Lille  
Ouverture attendue au premier semestre.**







## Romance allemande

Les 23 et 24 février prochains, le pianiste polonais Rafal Blechacz se produira sur la scène de l'Auditorium du Nouveau Siècle, accompagné de l'ONL, sous la direction de Tabita Berglund. Au programme, un romantisme allemand, avec le concerto pour piano l'Empereur de Beethoven, le prélude de l'acte 1 Tristan et Iseult de Wagner, et enfin La Nuit transfigurée de Schoenberg.

23 et 24 février à 20h. Env. 1h40 avec entracte.

Le 25 février à la salle Damrémont, à Boulogne-sur-Mer

[www.onlille.com](http://www.onlille.com)

## VMF spécial Nord

Le très beau magazine bimestriel VMF (de l'association Vieilles Maisons Françaises) consacre un numéro spécial au département du Nord. Un superbe ouvrage richement illustré où l'on se prend à redécouvrir notre territoire, du château de l'Hermitage dans le Hainaut à l'église Saint-Joseph de Roubaix en passant par nos fermes flamandes, l'étonnante salle Strauh à Maubeuge ou le jardin remarquable des trois colombes à Godewaersvelde.

Vendu en kiosque 9,90 €



## Arras baroque

L'artiste architecte de formation Bernard Vié s'exposera mi-mars à Arras. Il présentera ses sculptures, dessins et peintures dans le cadre de Présences baroques. Une expo présentée par Ap'Art, et avec la participation d'ElémentTerre et l'Académie d'architecture d'Arras. Sculptures en métal ou en terre cuite occuperont la cour de l'Hôtel de Guînes, tandis que les salons accueilleront les petits bronzes et peintures de l'artiste.

Du 17 au 28 mars. Vernissage le 18 à 18h30.

Entrée libre, de 14h à 19h.

Visites commentées par l'artiste  
sous inscription : [fvie@orange.fr](mailto:fvie@orange.fr)



## Flûte symphonique

La musique romantique allemande résonnera à la mi-mars au sein de l'auditorium douaisien Henri Dutilleux. La flûte sera à l'honneur et réunira Philippe Bernold, chef d'orchestre, et son ancien élève, le nordiste Luc Mangholz. Qui, à tout juste 25 ans, a été nommé en 2020 flûte solo de l'Orchestre Philharmonique de Vienne. Au programme : L'Ouverture des Hébrides de Mendelssohn, le Concerto pour flûte de Reinecke, avant la Symphonie inachevée de Schubert.

Auditorium Henri Dutilleux, Douai : 13 mars, 16h  
Autres dates : À L'Étoile (Mouvaux) le 11 mars à 20h et  
au Centre N. Mandela (Chap. d'Armentières) à 20h30  
[www.orchestre-douai.fr](http://www.orchestre-douai.fr) - 03 27 71 77 77



# Le goût d'ÉCO121

Comme tous les mois, Didier Nicolas pose son regard indépendant sur un établissement de la région. Ce mois-ci le Braque, dans le Vieux-Lille.



## Belle balade gourmande au Braque

Voici une nouvelle table dont la personnalité nous a enthousiasmés, pas banale, et pas braque du tout.

**L**e jeune chef Damien Laforce, d'une maturité séduisante, formé au Cefral de Dunkerque où il acquit de solides bases, puis à l'auberge du Vermont et chef du Sébastopol, tient son exigence et son goût de la terre de sa grand-mère cuisinière en Flandre. Cité en 2018 et 2022 «Jeune talent» par le Gault et Millau, il est passionné par les grands classiques et animé par le respect du patrimoine et du savoir-faire culinaires. Il aime régaler plutôt que surprendre. En saison, il met à l'honneur les champignons et le gibier du chasseur bien traité, sans trop de cuisson pour ne pas gâcher sa finesse (pâté en croûte de chevreuil, carré de marassin, lièvre à la royale...).

Il a créé son restaurant à l'ambiance bon teint, avec un bar carré au centre de trois espaces : à l'entrée, repas au comptoir sur tabouret de bar, puis une salle en longueur et un espace carré devant la cuisine où l'on voit officier la sympathique et enthousiaste équipe, dont Karl Wildner, passé par le Pavillon Ledoyen d'Alleno (3 étoiles).

Au déjeuner, une formule unique est servie, renouvelée tous les 2 jours à 32 €, avec, par exemple, le fameux poireau vinaigrette, poitrine de cochon

snackée, carottes glacées et purée de topinambours, tarte fine au caramel.

En soirée, la carte propose deux offres : l'une d'une dizaine de plats à partager, fort variés et copieusement servis, qui permet de faire un vrai repas tapas, sérieux comme en Espagne en choisissant quelques assiettes pour la table, de la verrine de pâté de campagne, œufs poêlés aux truffes, tartare de filet de veau aux coques, poêlée de couteaux en persillade, aux abats de volaille, souvent négligés mais très fins : rognons de lapin à la moutarde, cœurs de canard, réduction de veau, beignets de dorade. La seconde partie est un menu découverte en six services après l'amuse-bouche : pour notre visite, tartelette finement composée d'oignons rouges frites sur courge caramélisée accompagnée de très techniques pommes soufflées, un grand classique de la cuisine traditionnelle, et mayonnaise style Es-



coffier ; ensuite un poireau vinaigrette, œufs de poisson, gel de vinaigre et mimosa d'œuf dont la simplicité de l'énoncé cache une riche composition, très belle version de ce classique de brasserie parisienne. Après la terre, la mer avec l'encornet juste cuit, sur salade d'endive et beurre blanc monté à l'encre, puis un carré de bar de ligne, salsifis et sabayon de roquette (on aurait apprécié un peu plus de salsifis, c'est quand même meilleur que le panais) ; les desserts, un fromage blanc sur clafoutis et une tarte caramel, pralin et graines de tournesol, clôturent avec entrain et finesse une belle balade gourmande.

Les vins, de petits domaines, sont sélectionnés par Fabien, ex sommelier d'Anton au Pré Catelan, pour le savoir-faire du vigneron plus que pour l'appellation (à l'instar du Petit David, voisin de Côte Rôtie).

L'attention est portée sur tous les détails, de la jolie vaisselle artisanale de Sophie Dejonghe, à la musique contemporaine rock de bonne qualité, en passant par le pain du célèbre Alex Croquet.

En résumé, une table sincère, de qualité, à l'écart de la mode ; n'est-ce pas la définition de la distinction selon Oscar Wilde : en avance sur la mode ou en-dehors, jamais dedans !

A l'étage, un salon d'une capacité de huit couverts privatisable

■ **Didier Nicolas**



**LE BRAQUE**  
Menu déjeuner :  
32-25 €, soir : 49€  
Ouvert mardi-samedi  
12h-13h30  
et 20h-22h30  
Fermé dim et lundi







# preums!

Nous sommes fiers d'être  
la première banque des PME.

Banque créée par et pour les entrepreneurs,  
nous sommes la banque de ceux qui osent,  
de ceux qui entreprennent. Et parce que  
nous croyons en nos clients pour ce qu'ils  
font et ce qu'ils sont, nous sommes la banque  
priviligée des entrepreneurs.

**POUR LA 12<sup>E</sup> ANNÉE  
CONSÉCUTIVE  
BANQUE POPULAIRE  
EST DÉSIGNÉE  
1<sup>ÈRE</sup> BANQUE DES PME\***

Etude Kantar PME-PMI 2021 - Banques Populaires :  
1<sup>ère</sup> banque des PME

**BANQUE  
POPULAIRE** 